



Publication «CCIA-BML»

Le regard du monde

Mohamed Choucair



Aucun pays n'est isolé de la communauté internationale ; aucune région ne peut se targuer d'être auto-suffisante. Désormais, nous vivons une forte interdépendance économique, sociale, politique, culturelle. L'estime des autres nous est indispensable.

En même temps, nous donnons un bien triste spectacle de notre réalité intérieure. Le ton monte de toute part. Ailleurs, la corruption est une affaire de justice et non d'opinion publique. Elle existe partout, c'est la façon de la traiter qui réduit ses effets.

Une barque prévue pour six ou sept personnes emporte clandestinement 39 malheureux qui fuient la misère. Un enfant meurt noyé. La mère éplorée retourne à son taudis et s'emmure dans son silence. Qui en est responsable ?

Jacques Attali parle, dans une interview récente, du Liban comme le pays de toutes les utopies, un pays imaginaire, un pays de rêve, la Phénicie, qui fut le creuset des civilisations grecque et mésopotamienne qui ont forgé la culture européenne. Le Liban qui fait partie de l'espace culturel français et qui de-

meure très important pour la France. Mais il s'agit d'un pays épuisé par la guerre et les destructions. On a l'impression d'un immense bidonville, hormis quelques beaux quartiers.

L'Europe est consciente que le Liban est une digue qui empêche le déferlement des réfugiés vers le vieux continent. La chancelière allemande a ouvert la marche. Mais plusieurs chefs d'État viennent soutenir l'effort de notre pays pour que les déplacés syriens rentrent dans de bonnes conditions chez eux et, en attendant, pour que le Liban puisse continuer à héberger une population équivalente



p5. L'économie informelle au Liban en plein essor



p7. Emploi et revenu



p9. Choucair : « J'ai bien peur que CEDRE ne soit victime de nos intransigences politiques »



p11. Le Liban et l'Arabie saoudite signeront une vingtaine d'accords



p15. Rabi Frem élevé au grade de Commandeur de l'Ordre national de la Croix du Sud par le Brésil



p19. Une délégation indienne à la Chambre



p21. Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals in Lebanon - SDG 3 Good Health



p23. India Ambassador to Lebanon: Tripoli is a real gateway for the reconstruction of Syria



p25. Launch of the "Global Lebanese Investors"

L'index page 3



EXECUTIVE MBA NOW RECRUITING

THE FIRST PROGRAM IN LEBANON TO BE AMBA ACCREDITED

18 months of leadership practice that give you the tools to face real-world challenges

The Executive MBA is designed for higher education graduates with a significant managerial experience of at least 5 years.

The Executive MBA has 3 main objectives:

- To provide you with the necessary management tools to better understand the different dynamics of the business world
- To help you deal with uncertainty through strategic planning and anticipation
- To boost your career and become a key actor in your company's strategic decision-making by mastering the strategy, operational management, resources and by identifying future key trends

International Exposure
5 international seminars

Speakers selected from the most prestigious business schools in Europe

2 Diplomas:

- Executive MBA from ESA
- Executive MBA from ESCP Europe

In partnership with



a business school run by the



**LEAD
THE WAY**



au tiers de sa population.

Le Liban a besoin d'investissements pour relancer son économie et restaurer son infrastructure. Cinq ans de croissance inférieure à 2%, alors que la norme régionale est de 3%, une dette de plus de 150% du PIB, un chômage de plus de 20%, une pauvreté touchant le tiers de la population qui vit avec moins de 4 dollars par jour... Nous sommes à la veille d'une crise systémique.

Pourtant, les 11 milliards accordés à la conférence CEDRE en avril à Paris ne demandent que les réformes pour que le pays puisse en disposer. Les réformes nécessitent un nouveau gouvernement. Les pays de CEDRE ne changeront pas d'avis : l'ONG Transparency International place le Liban au 143e rang sur 180 pays dans son classement sur la corruption.

La grande question

La livre va-t-elle résister ? Pour certains, la crise est liée à la stabilité ou non de la livre. Tant que le dollar vaudra 1 507 livres libanaises, ils pensent que la situation demeurera gérable, au risque de bloquer le pays.

En fait, la crise a déjà débuté, indépendamment de la stabilité ou non de la monnaie. L'économie libanaise est largement dollarisée. La monnaie nationale est devenue une unité de référence. À tout moment, la Banque centrale peut racheter la masse en livres libanaises au cours de 1 507. La livre ne peut donc chuter du fait de la spéculation. Quand la monnaie baisse elle donne un avantage dans la concurrence, souvent les gouvernements ont recours à ce stratagème pour

sortir de la crise. Ils dévaluent leur monnaie en dehors de toute spéculation ou manque de devises. Malheureusement, au Liban, cela n'est plus possible. Nos exportations sont au plus bas, réduire le prix aboutirait à une réduction absolue du chiffre de l'exportation globale.

Il faut savoir que la crise est déjà largement entamée. Si nous tenons compte de l'accélération du chômage et de l'arrêt de l'activité dans plusieurs secteurs, nous nous rendons compte que nous sommes en pleine dépression. Les banques et les tribunaux n'augmentent pas la pression en attendant de voir venir. Serait-ce l'instant de la dernière chance ? Une crise systémique provoque des bouleversements majeurs, le Liban n'en sortira pas indemne.

INDEX

En français

- p4.** Actus du mois
- p5.** L'économie informelle au Liban en plein essor
- p7.** Emploi et revenu
- p9.** Choucair : « J'ai bien peur que CEDRE ne soit victime de nos intransigeances politiques »
- p11.** Le Liban et l'Arabie saoudite signeront une vingtaine d'accords après la formation d'un nouveau gouvernement
- p13.** La Happy Childhood Foundation inaugure le nouveau centre de rééducation Laetitia Hatem à l'Hôtel-Dieu de France
- p15.** Rabih Frem élevé au grade de Commandeur de l'Ordre national de la Croix du Sud par le Brésil
- p17.** Projet anti-crise

- p19.** Une délégation indienne à la Chambre pour renforcer les échanges

In English

- p21.** CCIA-BML discloses employer's perspectives on skills mismatch At ESAY 2018 Symposium at AUB
- p22.** Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals in Lebanon - SDG 3 Good Health
- p23.** India Ambassador to Lebanon: Tripoli is a real gateway for the reconstruction of Syria
- p25.** Launch of the "Global Lebanese Investors"
- p27.** Regional Workshops to Promote Social Dialogue in Lebanon
- p29.** Franchise Awareness & Training Workshops
- p30.** FED NEWS



ACTUS DU MOIS

Stéphane Attali fait chevalier dans l'ordre national français du Mérite



L'Ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher, a remis le 20 septembre les insignes de chevalier dans l'ordre national du Mérite à Stéphane Attali, directeur général de l'École supérieure des affaires (ESA), lors d'une réception à la Résidence des Pins. « C'est avec un très grand plaisir que je vous reçois, ce soir, à la Résidence des Pins, entouré de votre famille, de vos proches et de vos amis, pour vous remettre les insignes de chevalier dans l'ordre national du Mérite. Je suis heureux de vous remettre, en mains propres, dans un lieu qui vous est familier, cette distinction, plus que méritée, en reconnaissance de vos très grandes compétences, de votre dynamisme sans égal et de votre dévouement, que vous avez su mettre tout au long de votre présence ici au service de la France comme des relations et de l'amitié franco-libanaise », a déclaré Bruno Foucher.

La députée de Beyrouth et Mohamed Choucair concluent un accord de coopération



Mohamed Choucair a reçu le 19 septembre au siège de la chambre de Beyrouth et du Mont-Liban la députée de Beyrouth, Roula Tabch Jaroudi. Ensemble, ils ont examiné la situation économique du pays, et en particulier à Beyrouth, Mohamed Choucair l'estimant « fortement menacée surtout en ce qui concerne la continuité de nombreuses institutions ». Il a salué le dynamisme et la jeunesse de son hôte et surtout le travail remarquable qu'elle effectue en tant qu'élue. Il a appelé la députée « à œuvrer au Parlement en faveur de la modernisation d'une série de lois portant sur la construction économique dont les lois sur les impôts, les douanes, la

promotion des investissements et la protection des investissements ainsi que sur diverses lois relatives à l'activité commerciale ». Selon lui, cela permettra au Liban de booster sa compétitivité et sa productivité et de stimuler l'investissement et la croissance. De son côté, la parlementaire s'est engagée « à améliorer le climat des affaires dans la capitale, à promouvoir l'investissement » et a promis « d'œuvrer à la protection des institutions existantes ». Concernant Beyrouth, elle a affirmé « la nécessité d'accroître le dialogue et la coopération avec les organisations économiques pour revitaliser la capitale et attirer les touristes ». Un accord a été conclu entre les deux parties sur la poursuite des consultations et de la communication sur les divers sujets qui ont été soulevés.

Des membres des OE et du syndicat général des travailleurs expriment leur soutien au Koweït



En signe de solidarité avec le Koweït et son peuple, une délégation conjointe de membres issus des organisations économiques présidées par Mohamed Choucair et du syndicat général des travailleurs présidé par Béchara Asmar a rendu visite le 18 septembre à l'ambassadeur du Koweït au Liban, Abdel Al Qinaïi. La délégation a notamment condamné « tout abus visant cette sœur et son État ». La réunion s'est tenue dans une atmosphère très amicale durant laquelle le bord libanais a affirmé que « le Liban tient à avoir les meilleures relations fraternelles avec le Koweït, qui a toujours été

aux côtés du Liban, les bons et les mauvais jours sans hésiter à fournir un soutien à notre pays en l'aidant à surmonter ses différentes crises ». La délégation a aussi salué « le rôle de premier plan joué par le Koweït, en particulier au niveau du monde arabe, qui sert l'intérêt supérieur arabe et le développement durable des différents pays arabes, en souhaitant au Koweït et à son peuple le plein progrès, l'évolution et la prospérité ».



L'économie informelle au Liban en plein essor

Sasha Boutros

Estimée par le Fonds monétaire international (FMI) à 30% du PIB au début du conflit syrien, l'économie noire s'est amplifiée à vue d'œil au cours des sept dernières années à la faveur d'une inflation du travail clandestin et d'une détérioration du climat économique général.

Trafic de captagon, de cannabis, de cocaïne et d'armes, générateurs de quartiers illégaux, croissance du marché des escorts et de la prostitution, transferts financiers hors-circuits formels, ventes de CD et de DVD piratés, contrebande de tabac et de dérivés pétroliers, activités agricoles et industrielles non déclarées, travail clandestin en masse, etc. l'économie sous-terrainne au Liban ne cesse de gagner de l'ampleur depuis plusieurs années au fur et à mesure que l'espace économique formel s'atrophie et que la mauvaise gouvernance s'amplifie.

S'il est difficile de mesurer avec exactitude le phénomène et sa croissance, selon l'aveu même des économistes et des responsables concernés, les marchés noirs, estimés avant le début du conflit syrien à 30% du produit intérieur brut (PIB) par le Fonds monétaire international (FMI), se sont également accrus à la faveur de l'afflux de plus d'un million de réfugiés et des retombées de la guerre voisine sur l'économie locale et représenterait désormais la moitié du PIB.

Les générateurs d'électricité illégaux constituent l'exemple le plus visible de l'économie informelle. Leurs revenus sont estimés entre 1,4 et 1,7 milliards de dollars par an. Une grande partie du secteur agricole se situe également dans l'espace informel.



L'économie informelle est définie comme étant la partie illicite d'une économie, selon la loi, et/ou qui n'est pas soumise aux taxes ni n'est contrôlée par les institutions étatiques ou incluse dans le calcul du PIB.

Celle-ci concerne aussi les transferts informels de fonds depuis l'étranger. Or 90% des transferts en provenance d'Afrique se font via des circuits informels, et non pas à travers les banques.

Causes conjoncturelles et structurelles

Mais quelles sont les causes de cette nébuleuse en expansion ? Le premier facteur, d'ordre structurel, est lié aux coûts opérationnels de plus en plus élevés ainsi qu'aux im-

pôts également en hausse. Quant les compagnies opèrent de manière informelle, elles échappent, du moins, aux impôts.

Or l'État libanais ne fait pas assez pour encourager les sociétés et les individus à intégrer l'économie formelle, en réduisant, par exemple, les charges et en améliorant le climat des affaires de manière générale.

Or jusque-là rien n'a été fait à ce niveau alors que nombreuses compagnies continuent de pâtir de la précarité des infrastructures et du coût élevé des prestations de base, à l'instar de l'électricité, d'Internet et de la téléphonie mobile.

Autre cause fondamentale : les sociétés et les individus qui travaillent dans l'économie informelle ne sont



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



pas pénalisés et ne craignent donc pas la loi. « Ils opèrent impunément sans se soucier des retombées que cela peut avoir sur eux. Cela relève d'une autre faille structurelle en rapport avec le système de gouvernance et son efficacité.



SI LES CAUSES DE L'ÉCONOMIE
SOUTERRAINE SONT FACILES
À IDENTIFIER, LES SOLUTIONS
À CE PHÉNOMÈNE SONT
DIFFICILES À APPLIQUER



Le Liban a perdu plusieurs dizaines de rangs au cours des treize dernières années au classement mondial d'Amnesty International qui l'a placé dans son dernier rapport au 143e rang parmi 180 pays, alors qu'il occupait le 83e rang sur 158 pays en 2005.

Sur le plan macroéconomique, le mal se situe aussi au niveau de l'absence de croissance et de création d'emplois. Or quand une économie va très mal, qu'elle ne produit pas d'emplois, le travailleur devient à la merci de celui qui l'embauche.

L'absence de formalisation est également liée à la rigidité du marché du travail - particulièrement marquée au Liban, selon le FMI, qui estime à 37% la pondération de cette faille dans la taille de l'économie informelle - contre 15 % en Tunisie.

L'institution internationale attribue cette rigidité aux « procédures d'entrée sur le marché du travail longues et fastidieuses, aux règlements rigoureux de travail ainsi qu'aux coûts élevés de la main

d'œuvre », prêtant ainsi le flanc au contournement des formalités d'un contrat de travail.

Selon le FMI, la faiblesse des institutions et de la gouvernance explique, en outre, 32% de l'économie informelle au Liban, contre 27% en Jordanie et seulement 17% au Maroc.

Manque à gagner inestimable

Si les causes de l'économie souterraine sont relativement faciles à identifier, les solutions à ce phénomène rampant qui accentue la précarité de l'emploi, la pauvreté et les inégalités et représente un grand manque à gagner pour le trésor, sont, en revanche, difficiles à appliquer.

Les recettes de l'État ont atteint 11,6 milliards de dollars en 2017, selon le ministère des Finances, soit 22,6% d'un PIB de 51,5 milliards de dollars la même année, d'après le FMI. Avec une économie souterraine estimée à plus de 30% du PIB, un calcul simplifié sur la base de ces données confère ainsi, ceteris paribus, des pertes indirectes de plus de trois milliards de dollars à minima par an.

Cette situation est d'autant plus vicieuse que le manque de revenus pour le trésor entraîne une augmentation des impôts, laquelle incite davantage les individus et les sociétés à opérer dans l'espace informel et ainsi de suite.

L'économie informelle emploie plus de 60% de la population active dans le monde, selon l'OIT

Deux milliards de personnes, soit plus de 61% de la population active dans le monde, gagnent leur vie dans l'économie informelle, indique l'organisation internationale du travail (OIT) dans un rapport récemment publié, soulignant que la transition vers l'économie formelle est une condition préalable pour réaliser le travail décent pour tous.

En Afrique, 85,8% des emplois sont informels, contre 68,6 % dans le monde arabe, 68,2% dans la région « Asie et Pacifique », 40% dans les Amériques et 25,1% en Europe et Asie centrale, précise en outre l'OIT.

Les femmes sont davantage exposées à l'emploi informel et se trouvent plus souvent dans les situations les plus précaires selon l'OIT qui met l'accent sur le niveau d'éducation comme « facteur déterminant du niveau d'informalité ».

Le niveau d'urbanisation pèse également dans la balance. Ainsi « les personnes vivant en zone rurale sont presque deux fois plus susceptibles d'être employées dans l'économie informelle que celles des zones urbaines », sachant que l'agriculture est le secteur affichant « le plus haut niveau d'emploi informel, estimé à plus de 90% » à l'échelle mondiale.

Enfin, selon l'OIT, si tous les travailleurs informels ne sont pas pauvres, la pauvreté est à la fois une cause et une conséquence de l'informalité, qui implique un manque de protection sociale et de conditions de travail décentes.



Emploi et revenu

Roger Khayat

Comprendre l'économie¹! L'entrepreneur est le premier concerné. L'homme d'État l'est encore plus car les politiques publiques qui l'encadrent se répercutent directement sur le progrès de la vie nationale. Malheureusement, pour une majorité des responsables, le politique n'a pas de prise sur l'économique. Chômage et crises seraient ainsi une fatalité à laquelle il faudrait s'accommoder. Avec, comme seule marge de manœuvre, le contrôle de l'inflation. ECONEWS, qui se veut un outil au service de l'entrepreneur, se devait donc d'examiner certaines situations sans s'arrêter aux lieux communs, aux paradigmes connus et incompris, bref, d'aller au fond des choses.

Le travail et le capital sont les deux piliers du produit intérieur brut et par conséquent de la croissance, du revenu national, de la puissance de l'État et du niveau de vie des citoyens. Alors que le capital a pris une dimension internationale, le travail demeure lié, à peu de choses près, à l'aménagement national des facteurs de production.

Dans le temps, les pays riches étaient ceux qui possédaient le plus de ressources naturelles et de matières premières, ceux aussi qui disposaient d'une plus grande surface, ou d'une épargne pléthorique. L'ouverture des nations a fortement réduit l'importance de ces facteurs. L'investissement dépend surtout de la rentabilité et de la sécurité qu'offrent les nations. Il n'y a pas de limite à la circulation des capitaux dont l'origine peut être clairement identifiée.

L'emploi demeure tributaire de la dimension nationale. Malgré le progrès réalisé au niveau de la liberté de circulation des personnes, l'emploi demeure le fait d'une politique nationale. La résidence et le travail des étrangers sont strictement réglementés.

Emploi et chômage

Le chômage comprend les individus qui ont la volonté et la capacité de travailler et qui n'ont pas d'emploi. Généralement on tient compte de ceux qui ont eu au moins un premier emploi. Ce dernier point est devenu contestable dans la mesure où le chômage de longue durée touche un nombre important d'individus à la sortie des universités et/ou lorsqu'ils se présentent pour la première fois sur le marché du travail. Avec la crise mondiale, la plupart des pays ont connu un chômage à deux chiffres et certains ont dépassé



durablement les 20%. Évidemment, la définition complète du chômage en relation au premier emploi perd sa signification ; elle se réfère à une conjoncture stable qui a commencé avec les Trente Glorieuses après la seconde guerre mondiale et s'est achevée en 2008 avec la crise mondiale. Le premier emploi, pour la majorité des jeunes, commençait immédiatement après leur diplôme universitaire ou technique, et nécessitait rarement plus de deux à trois mois d'attente.

L'équilibre entre l'offre et la demande de travail répond, toute chose égale par ailleurs, à l'incitation de la politique monétaire qui reflète en général l'évolution de la productivité du pays. Ainsi quand la productivité générale du pays s'améliore par rapport à ses partenaires commerciaux, le compte courant devient positif, la demande de travail augmente, le chômage se résorbe, et la monnaie a tendance à s'apprécier et/ou le niveau général des salaires à augmenter². Dans l'un ou l'autre cas, la production ralentit et l'équilibre

1 Cf. EcoNews 82 p.7 « La propension à consommer dans l'économie libanaise », + EcoNews 83 p.7 « L'équilibre économique et la formation du capital technique » + EcoNews 84 p.7 « Anticipation, investissement et croissance »

2 Mundell-Fleming model

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

se rétablit après avoir enregistré une amélioration du niveau de vie des salariés.

Le chômage n'est pas une fatalité mais le résultat d'un certain nombre de facteurs fortement influencés par la politique économique.

L'emploi, déterminé par le rapport de la population active à la population en âge de travailler, est en corrélation directe avec le chômage. Moins il y aura d'opportunités de travail moins la population active se présentera sur le marché de l'emploi. Au Liban, la population active ne représente que 47%³ alors que la référence est de 65% pour la plupart des pays.

On considère généralement que le taux optimum est un chômage frictionnel : suffisamment bas pour permettre à la masse des travailleurs de s'adapter à l'évolution de la demande et soutenir la créativité et l'innovation, suffisamment haut pour limiter la surchauffe de l'économie et la hausse de l'inflation. Aux États-Unis, ce taux a été déterminé dans les années 1970 à 4% et a fait l'objet d'une loi⁴ en 1978. Au préalable, un économiste⁵ chevronné avait plaidé en 1963 pour l'application d'un taux de chômage de 3% « pour sortir les minorités précaires du cercle vicieux de la pauvreté ». Il n'a pas eu gain de cause par crainte d'une résurgence de l'inflation. Au terme de cette loi, l'Administration doit, sans états d'âme, restaurer le plein emploi quand le chômage dérape. Dernièrement, la baisse du chômage aux États Unis à 3,90% a été saluée comme une grande victoire économique.

Salaire, rente et profit

L'agrégat des revenus est exprimé par le « revenu par habitant ». En pouvoir d'achat comparatif, il s'élève au Liban à 19 500 dollars par an⁶. Cela permet de comparer le niveau de vie d'une année à l'autre, et surtout de situer le pays sur les plans régional et mondial.

Économiquement, la distinction n'est pas absolue. La partie qui correspond au travail de l'entrepreneur est un « salaire », le reste fait partie du profit, notamment la rémunération des risques encourus. L'intérêt est la rémunération du capital liquide ou monétaire, le loyer compense la mise à disposition d'une propriété ou d'un bien. La répartition du revenu national est largement influencée par la politique économique du pays. Parallèlement, elle a un impact

majeur sur le PIB et la croissance.

Jadis le grand problème était d'attirer les investissements directs étrangers dans le pays. Les États donnaient maints avantages pour attirer l'investisseur : libre sortie des capitaux et des profits, avantages fiscaux, terrains à bon marché, prêts bonifiés, etc. Le problème est toujours d'attirer les IDE mais l'incitation majeure est devenue la « rentabilité ». Toutes les autres sont soit acquises par l'ouverture des marchés soit partie mineure de la rentabilité.

Concevoir une politique économique favorable à la croissance consiste à concilier des intérêts contradictoires :

- SALAIRE. Les bas salaires privent le pays des compétences, premier pilier de la croissance. À l'opposé, une politique salariale laxiste réduit la compétitivité de la nation et peut ramener les déficits et l'endettement public.
- RENTE. Intérêts et loyers sont de même nature, ils constituent la rémunération du capital. Le mouvement des loyers est fortement influencé par celui des taux d'intérêt. La préférence pour la liquidité est d'autant plus forte que les taux d'intérêt sont rémunérateurs.
- PROFIT. Le profit attire l'investissement, à l'inverse la concurrence limite le profit mais améliore la productivité et favorise la croissance.

À travers cette triple contradiction, et bien d'autres, l'économie de marché trouve un équilibre efficace, à condition que l'État limite les dérives, ce qu'il ne fait pas souvent du fait des intérêts sectaires et des pressions politiques.

Essai de rationalisation de la politique économique

Un grand économiste français, Bernard Schmitt, dans une thèse fondatrice parue en 1960⁷, démontre que la croissance et le PIB sont indexés au revenu du travail, tous les autres revenus naissant dans un même bloc appelé « les profits bruts ». Dans cette optique, ce n'est plus le comportement des agents qui détermine l'activité économique, mais les structures qui concourent à la production nationale. Le facteur critique du progrès se limite à la qualification et au ratio des ressources humaines engagées dans la production.

3 Administration centrale de la statistique

4 Humphrey Hawkins Bill

5 Lester Thurow

6 CIA Factbook

7 *La formation du pouvoir d'achat*, Paris: Sirey.



Choucair : « J'ai bien peur que CEDRE ne soit victime de nos intransigeances politiques »

Marilyne Jallad

Le président de la Fédération des chambres libanaises de commerce et des organisations économiques fait le point pour Econews sur la rentrée économique de septembre à l'ombre de l'aide internationale promise lors de CEDRE, à Paris le 6 avril. Une promesse qui impose au Liban de mettre en place le plus vite possible des réformes urgentes afin d'obtenir les crédits alloués.

La relance économique dépend du programme CEDRE qui lui-même ne sera concrétisé qu'après des réformes. Or celles-ci attendent la formation du gouvernement qui lui-même est tributaire d'un accord politique. De quelles réformes s'agit-il ?

Il s'agit de réformes qui seraient prioritaires vis-à-vis de CEDRE : il faut d'abord relancer l'économie et ensuite assurer au plus vite de l'emploi. Pour y arriver, il s'agit notamment d'effectuer des réformes structurelles afin de réduire les coûts opérationnels sur le secteur privé, de faciliter les échanges externes, d'améliorer l'environnement fiscal des PME, de redonner de la confiance aux investisseurs, etc.

En ce sens, nous avons présenté un projet qui inclut la loi de 2001 pour promouvoir l'investisseur. Or rien n'a changé. Une seconde loi concerne la protection à la fois de l'investisseur et de l'investissement. Nous souhaitons aussi, pour le secteur privé, des lois fiscales claires et modernisées. De plus, si l'État met en place la nouvelle loi concernant les droits de douane et d'échanges financée par l'Union européenne et l'Italie, cela permettra de baisser la corruption de 50% à 70%. Nous appelons aussi à mettre en route des lois pour d'une part faciliter la fermeture d'une entreprise et d'autre part déclarer

faillite. Nous aimerions aussi une loi qui modernise tous les accords commerciaux, en particulier ceux conclus par une SARL. Enfin, le prochain gouvernement devra approuver la loi sur la signature électronique dans les secteurs public et privé. Cette réforme permettra aussi de réduire drastiquement la corruption.

Faut-il attendre le nouveau gouvernement pour entreprendre les réformes ? Le gouvernement actuel ne peut-il pas s'en charger ?

La règle exige que le gouvernement sortant s'abstienne de prendre des engagements à long terme et se limite à gérer les « affaires courantes ». Nous savons bien que les réformes seront de longue haleine et n'entrent donc pas dans les prérogatives de ce gouvernement.

Est-ce que la situation économique ne peut pas attendre que la question politique se décante ?

Non ! On ne fait qu'attendre et on a déjà trop attendu ! Plus on attend, plus la situation se dégrade. Nous ne sommes pas à l'abri d'une mauvaise surprise. Il ne suffit pas que nos réserves extérieures soient confortables et la livre à l'abri de toute spéculation ; les entreprises ferment à un rythme effréné et le chômage s'accélère,



c'est aujourd'hui et maintenant qu'il faut agir. Mieux vaut prévenir que guérir. Sachant surtout que nous avons 1,5 millions de déplacés syriens dont 287 000 auraient, selon la Banque mondiale, pris la place des Libanais dans le secteur des services en cinq ans. Cela est sans compter ceux qui ont pris d'autres postes.

Si la situation devait demeurer encore floue quelques mois, la communauté internationale serait-elle prête à attendre et à verser les 11 milliards de dollars en temps opportun ?

Déjà Ferid Belhaj, le vice-président du groupe de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique, ainsi que le directeur régional pour le Moyen-Orient, Saroj Kumar Jha, ont prévenu qu'à défaut d'être avalisés par le Parlement et/ou le gouvernement sortant, des crédits alloués au Liban, parmi lesquels certains dans le cadre de CEDRE « seront arrêtés ou annulés ». J'ai bien peur, dans ce contexte, que CEDRE n'ait déjà

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



commencé à perdre des branches. Après tout, la Banque mondiale est le principal bailleur de fonds avec 4 des 11 milliards de dollars que nous apporte ce programme.

Dans le cas contraire, quelle serait l'étendue des dégâts sur l'économie ?

Nous sommes à un moment où nous supportons près de 1 million et demi de déplacés syriens, et même s'ils commencent à retourner dans leur pays, ce n'est pas demain que l'hémorragie de frais affrontés par le Liban va s'arrêter. Le retour peut prendre plusieurs années, et la réhabilitation de l'infrastructure va nécessiter un coût conséquent. De plus, le chômage est estimé aujourd'hui au moins à 20% de la population active et atteint 40% chez les jeunes qui ne trouvent pas un premier emploi. Si l'on ne peut compter sur le programme économique élaboré par le gouvernement sortant et CEDRE a promis de financer, cela ne présage malheureusement pas de lendemains économiques faciles pour les citoyens.

Soyons optimistes. Si demain le gouvernement est formé et s'attelle aux réformes, quelles réformes voyez-vous en priorité ?

Les réformes qui faciliteraient la mise en place de CEDRE. J'entends par là que comme nous ne pouvons pas faire toutes les réformes en même temps mais de manière progressive, les réformes prioritaires seraient celles qui auraient un effet de levier sur les autres réformes. Ainsi les problèmes de circulation et de communication sont prioritaires car ils permettent la mise en place de plusieurs projets qui peuvent paraître plus importants, et facilitent l'investissement. Les trois projets déjà confiés au Conseil supérieur

de la privatisation et du partenariat sont de cette nature. Aujourd'hui nous avons un grand problème de capacité à l'aéroport, conçu pour recevoir annuellement 6 millions de passagers, alors qu'il doit servir, en haute saison, presque le double. D'autre part, le Liban compte beaucoup sur l'innovation, l'informatique et la technologie, donc sur la mise en place de réseaux performants d'Internet à des coûts compétitifs. La troisième priorité serait de régler l'encombrement de la route Khaldé-Nahr Brahîm. La désengorger est indispensable à l'accès à Beyrouth et surtout à l'aéroport. Il ne s'agit pas d'agrandir l'aéroport pour déplacer l'engorgement sur la route.

Le secteur privé, surtout les PME, est fragilisé. Que prévoyez-vous pour lui donner une bouffée d'oxygène ?

Les organisations économiques ont beaucoup fait pour permettre aux entreprises de survivre dans une période de ralentissement économique. Nous avons constamment sensibilisé le gouvernement et tiré la sonnette d'alarme lorsque c'était nécessaire et demandé au secteur bancaire de soutenir l'économie de production. Mais il s'agit aujourd'hui de prendre des mesures de soutien fondées sur une amélioration économique. La première chose à faire est de convaincre l'opinion publique que les réformes sont en voie de réalisation pour provoquer des anticipations favorables, qui redonnent confiance aux citoyens et aux entreprises et surtout qui encouragent les investisseurs à remettre la destination Liban sur leur agenda. Il serait en outre souhaitable de prendre toutes les actions nécessaires pour améliorer la productivité des entreprises. Car nous ne pouvons plus continuer avec

un déficit abyssal de la balance commerciale et en même temps souhaiter retrouver le chemin de l'emploi.

Les projets de partenariats semblent nécessiter un temps assez long. Les études pour l'extension de l'aéroport prendront deux ans. Comment les accélérer ?

Il faut les accélérer à tout prix. Le Palais de Taëf a été construit en neuf mois. Si les projets de PPP doivent répondre à la logique de l'administration publique, ils se condamnent d'avance. Le partenariat a été créé pour que le secteur privé pilote le projet dans son ensemble. Le rôle de l'État dans le partenariat ne dépasse pas celui de l'actionnaire, il peut être majoritaire, mais il doit déléguer la gestion. Aussi, si un gouvernement est formé et que l'on voit que de nombreuses entreprises internationales sont intéressées par nos projets de PPP, le Conseil de la privatisation et des partenariats pourra aller plus vite.

Un dernier mot sur le rôle des organisations économiques ?

Les organisations économiques regroupent tous les secteurs de l'économie libanaise. Chaque secteur est constitué d'associations professionnelles qui doivent veiller aux intérêts des entreprises qui font partie de leur champ d'action. Nous sommes toujours à l'écoute des responsables des secteurs et des associations. Il faut que l'entreprise s'exprime dans tout ce qui a trait à l'intérêt professionnel. Nous pouvons vous assurer que les problèmes et les suggestions qui passent par la filière des organisations économiques arrivent immédiatement au gouvernement et à l'opinion publique.



Le Liban et l'Arabie saoudite signeront une vingtaine d'accords après la formation d'un nouveau gouvernement

Le Conseil d'affaires libano-saoudien présidé par Raouf Abou-Zaki a rendu un vibrant hommage au chargé d'affaires de l'ambassade saoudienne au Liban, le ministre plénipotentiaire Walid al-Boukhari lors d'un déjeuner donné en son honneur.

Le chargé d'affaires auprès de l'ambassade d'Arabie saoudite au Liban, le ministre plénipotentiaire Walid al-Boukhari, a assisté le 28 août au restaurant Nabeh Al-Safa Al-Kabir à un déjeuner organisé en son honneur par le Conseil d'affaires libano-saoudien présidé par Raouf Abou Zaki.

Cet événement s'est notamment tenu en présence des députés Akram Chehayeb, Wael Abou Faour et Faysal Sayegh, ainsi que de l'ambassadeur du Liban en Arabie saoudite Fawzi Kabbara. Plus de 20 projets d'accords ont été conclus et attendent la formation du nouveau cabinet pour être signés entre le président de l'ordre de la presse Aouni Kaaki, le président du Conseil libanais du travail et des investissements en Arabie saoudite Mohammed Chahine et des personnalités diverses.

Au total, une centaine d'invités étaient au rendez-vous : politiciens, dirigeants d'organisations économiques et hommes d'affaires saoudiens présents au Liban.

Raouf Abou Zaki appelle au retour des Saoudiens au Liban

Raouf Abou Zaki, président du groupe Al Iktissad Wal Aamal - une entreprise privée indépendante réunissant des investisseurs venus de dix pays arabes - et du Conseil d'affaires libano-saoudien a dans son mot de bienvenue appelé les citoyens saoudiens à revenir au Liban.

Il a notamment déclaré : « Il est temps de rétablir des relations normales et complètes avec le Royaume en termes de tourisme et d'investissements, ce qui profitera aux deux pays ». « Nous voulions nous rencontrer en choisissant ce moment précis pour rappeler ensemble nos frères saoudiens, du



Raouf Abou-Zaki décore Walid al-Boukhari en présence de personnalités dont l'ambassadeur Fawzi Kabbara.

Golfe et arabes en général, à revenir non seulement dans ce lieu, mais dans la plupart des destinations touristiques et estivales du Liban », a-t-il poursuivi.

Raouf Abou Zaki a par ailleurs espéré « lancer une alerte pour encourager un retour saoudien fort au Liban ». « Peu importe le temps que prendra le processus de formation du gouvernement, cela ne change pas grand-chose car le Liban est un pays régi par le consensus national », a-t-il assuré ajoutant qu'il était temps « de rétablir des relations naturelles complètes et intégrales, car toutes les crises doivent trouver des solutions, peu importe la durée, surtout entre amis et frères ».

Raouf Abou Zaki a par ailleurs salué la Vision économique 2030 du Royaume et les projets qui en découlent, une nouvelle phase de développement qui offrira des opportunités pour tous. Il a aussi souligné que de son côté, le



Le Conseil d'affaires libano-saoudien présidé par Raouf Abou-Zaki rend hommage au chargé d'affaires de l'ambassade saoudienne au Liban.



Liban attendait la mise en place du programme de la Conférence CEDRE qui compte de nombreux projets d'infrastructure et qui est ouverte à la participation des secteurs.

À propos du Conseil d'affaires qu'il préside, il a dit : « Le Conseil d'affaires libano-saoudien est un outil pour améliorer la communication et les échanges. Il comprend des d'hommes d'affaires qui travaillent ou entretiennent des relations de travail avec le Royaume. Il est le plus important parmi les conseils d'affaires au Liban ». Quant à la mission du Conseil, elle consiste à « faciliter la circulation des échanges entre les deux pays et créer de nouvelles opportunités conjointes d'emploi et d'investissement. Nous disons ici que ce que le Royaume a fait envers le Liban et les Arabes à travers sa longue histoire ne mérite que des remerciements et des éloges », a-t-il poursuivi. « Les activités économiques et professionnelles libanaises qui sont actives au Royaume se tiennent aux côtés du Royaume en dénonçant, comme elles en ont l'habitude, toutes les insultes et tous les préjugés contre le Royaume », a conclu Raouf Abou Zaki.

Walid al-Boukhari : Plus de 20 projets d'accords ont été conclus et attendent la formation du nouveau cabinet pour être signés

À son tour, le diplomate saoudien Walid al-Boukhari a salué le Conseil d'affaires pour ses initiatives ainsi que les organisations économiques libanaises qui, à chaque occasion, ont affirmé leur amour pour le Royaume et leur reconnaissance vis à vis



Walid al-Boukhari durant son allocution.

de celui-ci pour avoir accueilli une communauté libanaise active qui joue désormais un rôle dans la relance économique et la reconstruction du Royaume.

Il a aussi déclaré : « Le Royaume est sur le point de connaître une nouvelle renaissance fondée sur la vision de 2030 et ses programmes, initiatives et projets de développement, y compris les secteurs privé et public, visant à diversifier l'économie et à renforcer les partenariats économiques ».

Reconnaissant de l'accueil que lui ont accordé les Libanais, le chargé d'affaires a ajouté : « Dès mon arrivée au Liban, j'ai ressenti un amour sincère et j'ai toujours l'impression d'être dans mon pays et dans ma famille. Nous espérons qu'après la formation du gouvernement, les relations bilatérales feront un bond qualitatif. Plus de 20 projets d'accords ont été conclus entre les deux pays et attendent la formation du nouveau cabinet pour être signés ».

« L'Arabie saoudite est prête à renforcer ses liens avec le Liban dans divers domaines, et le royaume souhaite construire avec le Liban

des relations basées sur le respect et les intérêts communs », a-t-il conclu.

De son côté, l'ambassadeur du Liban en Arabie saoudite, Fawzi Kabara, a salué les relations et les rôles du Conseil d'affaires libano-saoudien et du Conseil libanais du travail et de l'investissement en Arabie saoudite. Le diplomate s'est dit optimiste quant à « une amélioration significative du commerce entre les deux pays ».

Après le repas, le Conseil d'affaires libano-saoudien a remis à Walid al-Boukhari un blason honoraire.

Rappelons qu'en novembre, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït avaient mis en garde leurs ressortissants contre tout voyage au Liban en raison de la crise libano-saoudienne. Cette mise en garde avait entraîné un ralentissement du tourisme durant la saison estivale par rapport aux années précédentes.



La Happy Childhood Foundation inaugure le nouveau centre de rééducation Laetitia Hatem à l'Hôtel-Dieu de France

Créé par la HCF, le centre Laetitia Hatem a délivré en 2018 10 000 soins gratuits à des enfants dans le besoin et vient d'inaugurer l'extension de son centre de rééducation pour enfants.

Le Laetitia Hatem Reeducation Center (LHRC) est un espace de rééducation et de guérison pour soulager la douleur et guérir en paix. Sa mission est de rendre les enfants moins fortunés plus heureux, désireux de vivre et de devenir des personnes valables. Inspiré par cet objectif, la Happy Childhood Fondation (HCF), à l'origine la Fondation Philippe Hatem pour une enfance heureuse, a inauguré le 12 septembre le nouveau centre de rééducation élargi Laetitia Hatem (LHRC) à l'Hôtel-Dieu de France à Beyrouth.

Établi pour la première fois en 2012, cet espace de rééducation et de guérison est devenu une référence en matière d'excellence en réadaptation, au Liban et dans la région, en fournissant une thérapie physique, professionnelle, de la parole et psychomotrice, en plus du soutien psychologique.



En souhaitant la bienvenue à tous les invités, le président de l'hôpital, Père Joseph Nassar, a déclaré : « Le LHRC est une réussite exemplaire, pour plusieurs raisons : la qualification de son équipe et de son management, l'architecture particulière de l'établissement et de son jardin curatif adjacent, et la puissance du partenariat stratégique entre l'Hôtel-Dieu et la Happy Childhood Foundation, qui repose sur une confiance mutuelle et un dialogue constructif. Ce succès place le LHRC au cœur du développement stratégique de l'hôpital.

Laetitia Hatem elle-même a ensuite pris la parole pour témoigner personnellement de l'importance du centre pour tous les enfants néces-

sitant des soins de réadaptation.

Après cet accueil chaleureux, un film présentant l'impact du LHRC sur la vie des enfants a été diffusé et un mot du partenaire technique de la LHRC aux États-Unis a été lu.

Georges Hatem, président de HCF, a remercié tous ceux qui ont permis l'achèvement du nouveau LHRC : « À ce jour, la Happy Childhood Foundation au Liban a déjà aidé des milliers d'enfants dans les domaines de l'éducation et des loisirs. Au LHRC, des centaines d'enfants ont déjà reçu des soins de rééducation grâce à la HCF, avec des cas remarquables de santé récupérée, d'autonomie, de dignité et d'espoir, transformant la

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



vie des enfants et de leurs familles. Rien qu'en 2018, environ dix mille séances physiques, professionnelles et d'orthophonie seront dispensées à 165 enfants dans le besoin ». Il a conclu : « Dans tout ce que nous faisons, nous sommes également inspirés par les valeurs et l'esprit de la Convention des Nations-Unies pour les droits de l'enfant ».

Les convives ont ensuite été invitées au centre où ils ont pu découvrir les ajouts les plus récents en termes de rééducation intérieure, de nouveaux équipements, une piscine et un jardin de réadaptation et de guérison en plein air. C'est le célèbre architecte paysagiste Vladimir Djurovic qui voulait créer « un jardin d'espoir et d'inspiration ». « Par un lien délicat avec la nature, le centre aspire à ce que la contemplation trouve sa détermination dans cet espace serein. Un endroit pour aider à ramener l'autonomie, le respect de soi, la dignité et le bonheur aux enfants ayant des besoins spéciaux », confie-t-il.

Conçu pour améliorer le bien-être



des patients, le jardin offre plusieurs coins privés non seulement pour soigner en paix, mais aussi pour se reposer, contempler et méditer à côté du bassin d'eau et du coin spirituel.

Exploité par une équipe professionnelle de thérapeutes dévoués, dirigé par un directeur médical et un thérapeute en chef expérimenté et compétent, le concept de LHRC a été développé avec le soutien technique du Shirley Ryan Ability

Lab - anciennement connu sous le nom de Rehabilitation Institute of Chicago, numéro un des hôpitaux de rééducation aux États-Unis.

Créée en avril 2010 à la suite du décès du jeune Philippe Hatem à l'âge de 11 ans, la Fondation Happy Childhood Lebanon est désormais affiliée à une fondation mère constituée à Genève en Suisse, et est sœur d'autres filiales de la fondation suisse aux États-Unis et en Afrique.



ECONEWS
The Chambers Newsletter

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	\$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	\$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	\$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272



Rabih Frem élevé au grade de Commandeur de l'ordre national de la Croix du Sud par le Brésil

*L'ambassadeur sortant du Brésil au Liban, Jorge Geraldo Kadri, a clôturé son mandat en récompensant le président du Conseil d'affaires libano-brésilien pour le dynamisme de ses actions en faveur du renforcement des échanges commerciaux et humains entre Brasilia et Beyrouth. C'est au nom du président du Brésil, Michel Tamer, qu'il lui a remis les insignes de commandeur de l'ordre national de la Croix du Sud, la décoration hono-
rifique la plus prestigieuse à être décernée hors du Brésil.*



Rabih et Marissa Frem entourés notamment du diplomate brésilien, de Mohamed Choucair, de Neemat Frem, de Gaby Tamer et Joseph Habis.



L'ambassadeur Jorge Geraldo Kadri honore Rabih Frem avant son départ pour le Brésil.

Une centaine d'invités de marque ont été conviés à la résidence de l'ambassadeur brésilien le 3 septembre pour féliciter Rabih Frem. Parmi les hôtes, on pouvait distinguer la famille Frem au complet, comptant le député Neemat Frem et leurs proches amis. Aux côtés des politiques, dont le général Gerges Taaoum représentant le ministre de la Défense, on pouvait distinguer l'ancien ministre Mohammad Rahal et des membres du Conseil d'affaires libano-brésilien ainsi que des organisations économiques avec à leur tête Mohamed Choucair, l'initiateur du Conseil d'affaires libano-brésilien.

« Rabih Frem croit fermement au potentiel du Brésil et à la synergie qui peut être acquise par le renforcement de nos relations avec le Liban »

Dans un mot de bienvenue, l'ambassadeur Jorge Kadri a déclaré : « Comme nous le savons tous, Rabih Frem n'est pas seulement le

vice-président de la multinationale INDEVCO mais il est aussi l'un des entrepreneurs libanais les plus importants et les plus respectés, ayant servi en tant que président du Conseil d'affaires libano-brésilien depuis sa création en 2014. Dans cette tâche, il a joué un rôle très important dans le renforcement des liens entre les deux pays, cherchant à établir des partenariats dans les domaines commercial et des investissements ». Il a ensuite rendu hommage au parcours de l'homme d'affaires. « Parmi les réalisations importantes de Rabih Frem, je voudrais mentionner les séminaires et les réunions d'affaires qui se sont déroulés ici et au Brésil, ainsi qu'une mission d'affaires réussie qui a eu lieu à São Paulo, en 2016. À cette occasion, il a rencontré des représentants de la communauté des hommes d'affaires dans le but d'explorer les possibilités d'affaires au Brésil, et il a eu la chance de rencontrer le président de la République, Michel

Tamer », a poursuivi le diplomate.

Jorge Kadri a ensuite salué « le partenariat constant et efficace de l'ambassade du Brésil à Beyrouth qui croit fermement au potentiel du Brésil et à la synergie qui peut être acquise par le renforcement de nos relations avec le Liban ». « C'est pour ces raisons, entre autres, qu'il mérite d'être décoré aujourd'hui », a-t-il dit.

Avant de remettre les prestigieux insignes à Rabih Frem, l'ambassadeur est revenu sur les origines de cette décoration : « L'ordre national de la Croix du Sud provient de l'ancien ordre impérial de la Croix, instauré en 1822 pour marquer le couronnement de Dom Pedro 1er comme Empereur du Brésil. Le nom de l'ordre fait référence à l'emplacement du pays, situé sous la Constellation de la Croix, et au souvenir du nom de « Terre de la Sainte Croix », donné au Brésil lors de sa découverte. L'ordre impérial de la Croix a été aboli lors de la proclamation de la



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



République en 1889, et rétabli par la suite sous son nom actuel ».

Jorge Kadri a aussi expliqué que « cette décoration accordée par décret présidentiel, représente aujourd'hui la plus haute décoration attribuée aux citoyens étrangers ».

« Jorge Kadri est le fils bien-aimé de Zahlé et fut un partenaire majeur de notre conseil d'hommes d'affaires libano-brésilien »

« Quelle coïncidence historique ! Le fait que le président du Brésil, Michel Tamer, qui est d'origine libanaise, m'accorde la décoration de commandeur de l'ordre national de la Croix du Sud et que l'ambassadeur du Brésil au Liban, Jorge Kadri, aussi d'origine libanaise, me la remette ! » C'est par ces mots que Rabih Frem a ensuite pris la parole avec une grande émotion. « Permettez-moi d'exprimer ma profonde reconnaissance à l'ambassadeur brésilien Jorge Kadri, et au ministère brésilien des Affaires étrangères pour m'avoir recommandé pour cette décoration, ainsi qu'au président Michel Tamer pour son noble consentement, qui m'a permis aujourd'hui de recevoir ce grand ordre, la décoration honorifique la plus prestigieuse à être décernée hors du Brésil », a-t-il déclaré.

Il a ensuite rendu hommage au président Michel Tamer : « Il garde dans son cœur un grand amour pour sa mère patrie et un profond sentiment de gratitude. Il a déjà visité le Liban et nous attendons sa prochaine visite avec impatience ». Rabih Frem a d'ailleurs assuré que « le conseil d'hommes d'affaires libano-brésilien (LBBC) aura l'honneur et le plaisir de rencontrer le président et de contribuer au programme de sa visite historique au Liban qui devrait constituer un tournant stratégique pour le peuple et l'État libanais aux niveaux culturel et économique ». « Elle nous permettra de concrétiser la vision que j'ai toujours proclamée, celle d'un Liban Brésil du Moyen-Orient et de l'Afrique, et d'un Brésil Liban de l'Amérique latine », a-t-il dit.

Il a ensuite qualifié le Brésil de « nation de la diversité, de la coexistence et de la démocratie enracinée ». « Ce pays, qui se caractérise par l'abondance des richesses naturelles et de la main-d'œuvre nationale, incarne une vision d'un avenir prometteur et prospère pour le peuple brésilien », a-t-il poursuivi.

Dans son discours, il a aussi tenu à remercier « son cher ami » le président des instances économiques Mohamed Choucair « pour son soutien continu ». « Il n'a jamais hésité à nous aider surtout que nous avons aujourd'hui à persévérer en déployant des efforts considérables afin de renforcer les liens économiques bilatéraux », a-t-il dit.



Les couples Frem et Kadri.

Il a par ailleurs salué le travail de son gendre le député Neemat Frem, président de la Fondation maronite dans le monde, et président directeur général du groupe INDEVCO. « Je suis confiant qu'il renforcera les liens entre les hommes d'affaires brésiliens d'origine libanaise et les hommes d'affaires libanais en vue de promouvoir l'essor économique et culturel de nos pays », a-t-il dit.

Rabih Frem a dédié cet ordre, « en premier lieu aux émigrés libanais au Brésil (les brésilo-libanais) qui ont élevé si haut le drapeau brésilien et se sont battus pour la prospérité commerciale et industrielle de leur pays ». « L'honneur et la reconnaissance que je reçois aujourd'hui, je les dois à mes proches et amis coéquipiers, aimables et ardents, qui m'ont accompagné tout au long de mon parcours », a-t-il ajouté. « Au conseil d'hommes d'affaires libano-brésilien, aux chers membres de la

Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban, présidée par notre frère et ami Mohamed Choucair, et aux responsables et membres du groupe industriel multinational INDEVCO, présidé par notre grand frère Chafic, le compagnon de route du fondateur du groupe, notre frère George Frem, qui sont fidèles à la philosophie du fondateur ». « C'est à vous tous que j'exprime ma gratitude, mon appréciation et à qui j'offre cet ordre en reconnaissance. Car c'est à vous que revient ce mérite. À ma grande famille bien-aimée, avec ses racines profondes et diversifiées, ses branches variées, et ses branchettes prometteuses, unies et façonnées par un amour flamboyant et une union qui résiste à toute épreuve. Toutes mes félicitations pour cette décoration que vous avez bien méritée ! À la plus petite équipe, ma famille précieuse et unique, qui m'a inspiré et rendu heureux, qui m'a encouragé à servir et à donner... À son pilier, mon épouse bien-aimée, Maritta, et à nos enfants, Thuraya, Marwan, Soha, Makram et Raya... vous symbolisez la vie dans son grand éclat et l'espoir resplendissant d'un lendemain meilleur... À vous, je dédie ce grand ordre, avec toutes ses significations et ses honneurs ».

Enfin Rabih Frem a témoigné d'une grande amitié à l'égard de l'ambassadeur Jorge Kadri, « le fils bien-aimé de Zahlé qui fut un partenaire majeur de notre conseil d'hommes d'affaires libano-brésilien. Sa présence efficace et son rôle vital ont été remarquables dans tous les événements et réunions... Il a toujours été ardent et déterminé à promouvoir les relations culturelles et économiques entre les deux pays, tout en mettant l'ambassade au service de ces objectifs ». « Cher ami, Jorge Kadri, vous allez nous manquer en tant qu'ambassadeur ; vous resterez toujours un proche et véritable ami du Liban et des Libanais. Je souhaite à vous et à votre famille une vie pleine de santé, de bonheur et de prospérité », a-t-il dit, ému, en clôture.



Projet anti-crise

L'entreprise commerciale a le sentiment d'être punie, Dieu sait pourquoi, peut-être d'avoir largement profité de ce pays sans lui donner ses droits. Le fait est qu'aujourd'hui beaucoup de secteurs sont en perte de vitesse, beaucoup d'entreprises sont aux abois. Quand l'exportation perd 40% de son chiffre d'affaires d'une année à l'autre il y a péril dans la demeure.

Vous ne pensez pas que la normalisation va dévoiler des pans entiers de l'économie gangrenés par la crise, que des tours vont s'écrouler, que le chômage, déjà au-delà de 20% de la population active, va culminer et fragiliser une société dont le tiers se débat en-dessous du seuil de pauvreté.

Réforme vs Relance

Tout le monde parle de réforme, très peu parlent de relance. Certains pensent que la réforme et la relance vont de pair. Ce n'est pas sûr, ils peuvent aller à l'opposé et la 'réforme' handicaper la 'relance'. Par exemple, une première réforme consiste à stabiliser la dette et par conséquent enrayer le déficit. Des économistes bienpensants, et la majorité des partis estiment que la hausse de la TVA et l'application d'une nouvelle salve de taxes sont incontournables.

En gardant aux réformistes le bénéfice du doute. Ils voudraient certainement sursoir aux mesures qui risquent de prolonger la récession de l'économie, et si nous ne sommes pas encore en pleine dépression, nous y plonger. Quelle autre mesure avons-nous prévu pour la relance de l'économie ?

CEDRE. Il est certain que les projets couverts par ce programme vont réhabiliter et moderniser l'infrastructure du pays, cependant il ne peut avoir un effet de relance du

fait des délais que nécessite l'élaboration des projets (en moyenne 2 ans) et leur attribution et mise en chantier (au moins une année de plus).

Un peu d'économie d'entreprise

Lors de la présentation de CEDRE en avant-première à la Chambre de commerce, le président d'une association économique a soulevé la question : « ces projets sont une chance notoire pour le Liban, mais ils n'auront pas d'effet avant un an et demi ou deux ; qu'avez-vous prévu pour que nos entreprises tiennent jusque-là ». Effectivement c'est la grande question.

Il semble que la réponse est dans la restauration de la productivité.

Les entreprises libanaises manquent de productivité. Ceci ne s'explique pas par la guerre civile, car les pays qui ont subi des destructions ont réparé leur appareil de production et leurs entreprises sont devenues plus efficaces. Le Liban a été victime du « syndrome hollandais » qui n'apparaît pas uniquement avec la découverte du pétrole. Il peut se déclarer à la suite d'autres « revenus d'abaine ».

Ainsi la masse d'individus ayant quitté le pays durant les événements ont pris l'habitude d'envoyer à leurs familles une partie de leurs



revenus qui leur a permis de survivre sur des rentes extérieures. Le compte courant a ainsi bénéficié de 6 à 8 milliards de dollars de transferts par an comblant en grande partie le déficit de la balance commerciale. S'ajoute à cela des investissements fonciers et financiers arabes et des placements dus aux intérêts élevés servis sur les bons du trésor.

Le pays n'avait pas besoin d'exporter pour recueillir les devises dont il avait besoin pour couvrir son importation. Le revers de la médaille fut que les investissements locaux et étrangers ont boudé les entreprises de production. Beaucoup se sont trouvés dans l'obligation de mettre la clé sous la porte. Comme l'on s'y attendait, le marasme a touché un secteur après l'autre. Le pays est devenu conscient du danger quand le secteur commercial s'est trouvé durablement affecté à la fois par la ca-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



rence du marché interne et le recul de l'exportation.

Tout système a ses limites. On a tiré au maximum sur la corde financière, aujourd'hui il faut trouver d'autres sources de revenus. Autrement dit il faut restaurer les secteurs de production : le commerce, la distribution, l'industrie, l'agriculture, l'hôtellerie, la restauration etc. ... Et là on n'a rien prévu encore.

Retour à la dimension macro-économique

Le projet de réformer les finances en majorant la TVA et autres taxes est une hérésie. Dans la crise où se trouve plongée l'économie du pays, toute augmentation de la pression fiscale va réduire la demande et l'assiette de l'impôt.

Le seul moyen de tendre vers un équilibre positif est de prendre des mesures qui favorisent la productivité des entreprises, et laisser le marché jouer son rôle dans l'apparition des secteurs compétitifs, qui peuvent être très différents de ce que l'administration ou l'opinion publique présument.

L'amélioration de la productivité vient d'abord des économies d'échelle qu'assure l'entreprise. En second lieu d'un investissement approprié dans les techniques efficaces. Enfin dans le marketing et l'organisation qu'elle peut se permettre.

La voie royale de l'objectif 'productivité' est la fusion-acquisition d'entreprises similaires ou complémentaires. Les entreprises libanaises heurtées de plein fouet par la crise seraient très heureuses de trouver dans les fusions-acquisitions une ouverture vers la compétitivité et les profits.

Deux mesures empêchent la fusion des entreprises libanaises :

1 - la nécessité d'un quitus général de la CNSS,

2 - la taxe sur la réévaluation de l'actif.

Il est courant que les entreprises qui ont traversé des difficultés aient des retards de paiement notamment vis-à-vis de la CNSS. Or cette obligation ne va pas disparaître, elle va être transférée à l'entité fusionnante, ce qui constitue une garantie de solvabilité.

Par ailleurs il ne peut y avoir fusion-acquisition sans l'estimation de l'actif à sa juste valeur, et notamment l'actif incorporel pour des entreprises qui peuvent avoir plusieurs décennies d'ancienneté. Si l'entreprise dans sa situation précaire doit affronter une taxe sur la plus-value, elle trouverait difficilement les liquidités pour l'assumer et devrait sursoir à son projet et probablement périr.

Un climat plus favorable à la PME

60 ans après l'aventure du GATT (General Agreement on Tariff and Trade) et son successeur l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce), il y a trente ans déjà, on a finalement admis que la protection n'était pas le mal absolu et l'ouverture une panacée. On a compris aussi que les 'avantages comparatifs' associent un nombre de facteurs exogènes que seul peut capter le marché et qui peuvent totalement modifier les objectifs d'un accord. Il est grand temps de revoir les accords commerciaux dont le résultat a été déplorable sur les secteurs de production et sur l'emploi.

La bureaucratie est une autre tare que subit le secteur privé. Les Investissements Directs Etrangers sont fortement découragés par les difficultés encourues pour créer et surtout pour liquider une entreprise. La bureaucratie s'est imposée pour prévenir les fraudes. Malheureusement elle facilite la corruption et la fraude. Autant s'en passer. Aujourd'hui bien des nations accomplissent l'ensemble de leurs formalités sans délai sur internet comme l'Estonie pays de 1,3 million d'habitants.

Il est difficile d'imaginer le progrès que peut réaliser le Liban une fois que les facteurs qui handicapent la production sont neutralisés. Nous disposons à profusion les deux piliers du développement que sont les ressources humaines et la disponibilité des capitaux.



Bienvenue à ECONEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone



Une délégation indienne à la Chambre pour renforcer les échanges

En coopération avec l'ambassade d'Inde au Liban, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a accueilli une large rencontre économique avec une délégation indienne d'hommes d'affaires présidée par le président de l'Union des exportateurs indiens, Ganesh Kumar Gupta.

Près de 50 entreprises indiennes travaillant dans différents secteurs économiques ont pris part à la conférence donnée en leur honneur le 12 septembre à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Objectif : développer les échanges entre les secteurs privés des deux pays.

Saluant les relations historiques entre les deux pays dans un mot de bienvenue, le président de la Fédération des chambres libanaises de commerce Mohamed Choucair a souligné que les relations économiques entre le Liban et l'Inde, en particulier commerciales, nécessitaient de plus amples efforts pour être renforcées.

Il a aussi déclaré : « De nombreuses possibilités prometteuses s'offrent au Liban comme les projets d'infrastructure décidés lors de conférence CEDRE, les opportunités dans les secteurs pétroliers et gaziers et dans les industries manufacturières. Le Liban est promis de jouer un rôle clé dans la reconstruction de la Syrie sans oublier l'opportunité dont peuvent profiter les Indiens pour entrer sur le marché libanais et investir dans ces projets grâce aux partenariats public-privé désormais possibles au Liban suite à l'adoption de la loi sur les PPP ».

Possibilités prometteuses

À son tour, l'ambassadeur d'Inde au Liban Sanjiv Arora a souligné l'intérêt manifesté par son pays pour le développement économique des deux pays. « Je considère que la visite de cette délégation rassemblant de grands entrepreneurs indiens constitue une étape essentielle pour renforcer la coopération entre les secteurs privés des deux pays », a-t-il dit.

Le diplomate indien a également évoqué la possibilité d'accroître la coopération touristique et a mentionné dans ce contexte le nombre élevé de Libanais qui visitent l'Inde chaque année. « Je suis prêt à prendre les mesures nécessaires pour faire avancer les relations économiques bilatérales », a-t-il assuré tout en remerciant Mohamed Choucair pour son accueil chaleureux.

De son côté, le président de l'Union des exportateurs indiens, Ganesh Kumar Gupta, a assuré que la délégation



Des membres de la délégation indienne entourant le président Choucair.

indienne était satisfaite de sa rencontre avec le secteur privé libanais, « dont nous attendons avec intérêt un partenariat solide pour le développement de la coopération économique entre nos deux pays », a-t-il affirmé.

Il a ensuite donné un aperçu des avantages compétitifs des produits indiens, de leur diversité et de leur qualité, appelant les commerçants libanais à conclure des accords avec les producteurs en Inde pour commercialiser ces marchandises au Liban et dans la région.

Pour sa part, le représentant du syndicat des entrepreneurs du Liban, Joseph Maalouf, évoqué les possibilités prometteuses qui s'offrent au Liban, en particulier dans le domaine des infrastructures, après la conférence CEDRE. Il a souligné l'importance de la coopération et de « l'échange d'expériences entre les deux parties que ce soit au Liban ou en Inde ». Il a également mis en avant les capacités considérables des entreprises libanaises et leur professionnalisme dans la mise en place des projets les plus importants et qui nécessitent beaucoup de précision.

Kkm Kutty, le président adjoint de la Confédération des industries indiennes (CII) a ensuite fait observer qu'il y avait une grande possibilité de coopération entre les secteurs industriels des deux pays. Il a noté que « les industries indiennes jouissaient de normes mondiales les plus élevées et de prix compétitifs », soulignant que « la partie indienne était intéressée par l'élargissement de la coopération avec le bord libanais en pénétrant le marché libanais puis ceux de la région ».

Par la suite, un exposé digital mettant en valeur les secteurs économiques et les possibilités d'investissement en Inde et au Liban a été présenté, suivi d'un déjeuner offert par Mohamed Choucair en l'honneur de la délégation.

Des réunions de travail bilatérales ont ensuite été organisées entre les membres de la délégation et les hommes d'affaires libanais afin d'étudier la possibilité d'établir des partenariats entre eux.



Table Ronde «l'habitabilité des arrière-pays méditerranéens»

Dans le cadre de la série de conférences «Meetings on Architecture» organisées par la Biennale de Venise cet été, Le Pavillon du Liban a tenu le 14 septembre au Teatro delle Tese, à l'Arsenal, une table ronde autour du thème de «l'habitabilité des arrière-pays méditerranéens».

La discussion a réuni deux architectes Libanais, Georges Arbid et Jad Tabet, respectivement président de la municipalité de Maaser el Chouf et président de l'Ordre des Architectes de Beyrouth, ainsi que deux architectes européens, Grands Prix de l'Urbanisme, Paola Vigano et David Mangin. Hala Younes, commissaire du pavillon et modérateur de la séance, a engagé la discussion sur les multiples significations du terme « arrière-pays », et entre autres, celle d'espace de liberté, sens qu'elle propose de retenir dans une biennale organisée sous le thème général «freespace». Elle a exposé les relations historiques ambivalentes de Beyrouth et de sa Montagne. La ville, aujourd'hui en déclin, a pourtant essaimé dans son arrière-pays une urbanisation diffuse, telle qu'aujourd'hui la montagne doit faire face à un grand projet de re-définition. Plus qu'un lieu géographique, l'arrière-pays est l'idée d'un horizon de douceur vers lequel pourrait tendre la ville territoriale de demain à condition de pouvoir en construire le projet politique.

Jad Tabet a ouvert le débat en brossant le tableau des développements urbains sur la côte libanaise vus à partir du contexte large de la méditerranée et de ses multiples arrière pays. Pour lui cet arrière-pays est aujourd'hui confronté à un important défi démographique et politique qui fait de lui l'avant-pays de vagues migratoires venant en particulier de l'intérieur syrien et d'au-delà. Le défi du thème de la biennale 2018 « freespace » est donc avant tout un défi politique, celui de

faire de la méditerranée un espace démocratique.

David Mangin a comparé Beyrouth et Marseille, ville pour laquelle il a conçu le projet de la Métropole Marseille - Aix en Provence. Comme Beyrouth, Marseille et son arrière-pays habitent un cadre géographique spectaculaire qui a fait en grande partie leur qualité de vie et leur attractivité. En revanche, comme Beyrouth elle souffre aussi d'une addiction à la voiture, et son relief tourmenté rend les projets de transports en commun délicats à implanter et les solutions forcément complexes et hybrides. Dernier point commun avec Beyrouth, et non des moindres, le partage du territoire en « baronnies » politiques qui met en péril la mise en œuvre du Projet de Métropole.



Pavillon à la Biennale d'architecture 2018@venice-documentationproject

Georges Arbid a exposé à son tour, et à une toute autre échelle, sa vision pour Masser el Chouf, non comme une utopie, mais comme un futur alternatif pour des pays réels. Le projet territorial qu'il met en place allie l'attention au paysage culturel, à la biodiversité, au patrimoine bâti. Il s'agit d'un ensemble de réalisations humbles qui



Exposé digital - David Mangin, Paola Vigano, Hala Younes, George Arbid, Jad Tabet. CREDIT: Pavillon of Lebanon

contribuent à construire une qualité de vie au quotidien. Il encourage les architectes à s'impliquer dans la vie politique afin de mieux maîtriser les transformations du territoire.

Quant à Paola Vigano, elle a souligné l'aspect politique du thème «freespace» tel qu'il est abordé par le pavillon du Liban, rappelant que le projet moderne avait été un projet d'émancipation et qu'il est aujourd'hui le projet biopolitique du territoire dont les trois figures sont pour elle : la porosité, l'isotropie et l'horizontalité. Pour Paola Vigano, le projet du Mont-Leban doit être rien de moins que le projet du Paradis.

Enfin, Shelly McNamara, co-commissaire générale, est intervenue à la fin de la conversation pour mettre l'accent sur la vision multi-scalaire de toute intervention réussie sur le territoire en reprenant l'exemple des réalisations de la municipalité de Maasser le Chouf, où des passages accessibles aux handicapés traversent les vergers et leurs permettent, à eux aussi, de pouvoir voler des figues au bord des chemins.

Pour info et sous l'égide du ministère de la Culture, le Liban a été officiellement représenté, pour la première fois, à la Biennale d'architecture de Venise, l'événement le plus prestigieux et le plus couru dans le monde de l'architecture. La thématique de cette année était placée sous le titre: «The Place That Remains» recounting the unbuilt territory.

Par MIRROS Communication & Media Services.



CCIA-BML discloses employer's perspectives on skills mismatch At ESAY 2018 Symposium at AUB

Mr. Rabih Sabra, Director General of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon was the guest speaker of the ESAY 2018, MENA regional symposium led by UNICEF in partnership with AUB, ILO and UNESCO. The event aims at showcasing innovative experiences from MENA region to tackle youth unemployment and violence with a particular focus on easing the education to employment transition and the right policies for youth employment.



The symposium was attended by high level representatives of ILO, UNICEF, TVET, UNRWA, UNESCO, GIZ, AUB, Lebanese public administrations and private sector. Within this context, the intervention of Mr. Sabra emphasized on skills mismatch, challenges and potential opportunities, from the Beirut Chamber of Commerce perspective.

Sabra shed lights on the Lebanese labor market challenges constituted mainly of: high national unemployment rate that exceeds 20% particularly among youth (34%), absence of national strategic scheme to better guide young graduates, lack of accurate data to build informed labor market policies, influx of competitive manpower within a growing informal market, and slow business and investment activity generating consequently very limited job opportunities.

Moreover, he pointed out that skills & qualifications mismatch is mostly due to inadequate hiring decisions that can entail large costs and burdens on corporates, nepotism, socio-political interferences, and difficulties that face job seekers in finding the appropriate job in a tight competitive market. Moreover, the competences challenges engendered by the growing digital transformation are not to be neglected against the scarcity of training programs in enterprises.

Sabra shared with audience some of the relevant initiatives and programs

carried out and supported by the Chamber of Beirut and Mount Lebanon among which: the creation of HEC Entrepreneurship Master Program in Beirut in 2017 in collaboration with HEC Paris and ESA Beirut, the training activities offered by the "Lebanese Training Center" at the Chamber since 1995 to enhance practical business competencies in various majors. The Chamber initiated as well continuous internships and orientation days to introduce school and university pupils to different scopes of work inside its various departments. He added that the Chamber engaged also with many relevant EU educational funded programs at vocational and academic levels targeting to better match the curriculum and competencies with

the labor market needs. Presently, Sabra revealed, that the Chamber is leading the "Employers Survey" for anticipation of Skills, instigated by the European Training Foundation in collaboration with the ministry of labor, ministry of industry, NEO and ALI.

Sabra concluded with some insights relating to latent opportunities that could contribute ultimately to building an inclusive labour market and skills development policies. This is could be achieved through encouraging entrepreneurship spirit and further enrolment of young student in VET schools as key drivers of jobs opportunities. He stressed also on the instrumental role of international organizations and programs such as EU, USAID, ILO, to back up the national concerned stakeholders in developing based evidence tools and resources, needed to set national skills development policies.

Finally, he stressed on the importance of investing in people and its positive impact on Lebanese enterprises to optimize their productivity and effectiveness. Sabra encourages Lebanese businesses to further enroll employees in continuous training programs which could help in filling up the competencies gap at the workplace.



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals in Lebanon - SDG 3 GOOD HEALTH

Econews continues within serial of articles shedding lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs set by the UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Below is the progress status of SDG 3 Good Health in Lebanon

Lebanon has consistently improved its health system and registered relatively favorable indicators, despite internal challenges and external shocks. The Ministry of Public Health (MoPH) has developed and implemented plans, aimed at reaching the SDGs, which build on past successes. Lebanon is controlling and preventing disease outbreaks and ensuring universal access to healthcare services. The quality and coverage of health services have been improving. The number of women who die while giving birth has reduced from 14 per 100,000 (2015) to 8.7 per 100,000 (2017). Neonatal mortality rates are also very low at 4.3 per 1,000 (2017). More than 95 percent of births are attended by a skilled healthcare professional.

Reproductive health services are accessible to nearly all Lebanese through a network of 213 primary healthcare centers run by the MoPH. Teenage pregnancy is not a critical issue in Lebanon.

Outbreaks of tuberculosis, malaria, hepatitis and AIDS are well contained in Lebanon, if not non-existent. Malaria and other tropical diseases are not relevant in Lebanon. The tuberculosis burden is low: incidence is estimated at 16 per 100,000, prevalence is estimated at 20 per 100,000, and the mortality rate is estimated at 1 per 100,000. Tuberculosis comes from exposure to different populations through migration. Around half of the reported tuberculosis cases over the last three years have involved non-nationals, including displaced Syrians.

The completion of tuberculosis treatment by Lebanese citizens is estimated to be 90 percent but only 50 percent for non-Lebanese. This is because non-Lebanese tend to leave the country before they end their treatment.

In 2015 Lebanon ratified a food safety law. The law is consistent with the agriculture strategy and SDG targets 1.3 and 2.1. The law aims to set the overall governance structure of the food safety sector under the auspices of a public multi-stakeholder

entity—the Food Safety Lebanese Commission. The law covers all types of food, beverages and processed foods. It sets requirements for food safety from farms, food transport and display, through to tracking and recordkeeping. As soon as the law was issued it was publicized by an awareness-raising campaign that influenced food producers and consumers. Members of the commission are still to be appointed.

The latest available data shows there were 108 new cases of HIV/AIDS in 2016 compared with 113 in 2015. The HIV/AIDS incidence stands at 2.47 per 100,000. While this rate seems higher than that of other Arab countries, it is mainly because of greater awareness and openness about the subject that has led to higher reporting in Lebanon.

Food and waterborne diseases remain a challenge in Lebanon. Food safety legislation was introduced in 2015, focusing on risk analysis. However, food safety legislation is not well enforced by the various concerned ministries.

After an upwards trend that reached its peak in 2007, the number of road deaths and injuries in Lebanon have been declining steadily due to regular awareness campaigns.

Lebanon relies on various health services, multiple delivery channels and funding sources, to achieve universal health coverage. The NSSF covers around one-third of the population and other funds are available to public sector employees (such as the civil servants' cooperative) and to those in national military and security forces. Many Lebanese also rely on private health insurance, which provides financial cover with variable levels of patient copay. The MoPH covers primary care and hospitalization at public and private institutions for everyone else, which amounts to around half the population.

This system has proved resilient to shocks and ensured that every citizen has some form of health insurance cover (indicator 3.8.2).

The MoPH has a network of 213 primary healthcare centers across the country, which



provide services in collaboration with non-governmental organizations, the Ministry of Social Affairs, and municipalities, patients can see medical specialists at a reduced cost and receive basic and chronic disease medication and vaccines free. Critical diseases such as cancer, multiple sclerosis and others are fully covered by MoPH. More than 36 percent of these centers are accredited internationally. Almost 160,000 Lebanese used the primary healthcare centers in 2017, up 88 percent from 2015. Displaced Syrians also access the centers.

The public health system continues to face a number of challenges, including financial constraints, understaffing (specifically an imbalance between medical doctors and nurses, paramedics, and administrative staff), a focus on tertiary care and poorly regulated ambulatory care. Despite these hurdles, Lebanon is committed to moving towards universal health coverage in line with the global engagement.

The commitment towards universal healthcare falls under MoPH's Strategy 2025 that it launched in 2017. The strategy's central goal is universal health coverage and it is based on the principle of 'health as the right of each citizen'. Its strategic goals are:

1. to modernize and strengthen MoPH's executive and related administrations.
2. to improve collective public health through prevention and promotion throughout the life cycle of each individual, and in all stages/phases of life.
3. to make concrete steps towards universal coverage of high quality, safe and affordable healthcare that prioritizes the poor and vulnerable.
4. to strengthen capacity and systems for timely, accurate and reliable epidemiological surveillance intelligence for public health security and emergency preparedness and response.



India Ambassador to Lebanon: Tripoli is a real gateway for the reconstruction of Syria

An Indian economic delegation headed by the Ambassador of India to Lebanon, Sanjeev Arora visited on 13 September the Chamber of Tripoli and North Lebanon (CCIAT). Toufic Dabboussi, Chairman of the Chamber, welcomed the economic delegation that was led by the head of the Federation of Indian Export Organizations (FIEO), Ganesh Kumar Gupta in the presence of Akram Oweida, Chairman of Rashid Karame International Exhibition, Rock Attia, President of the Batroun Traders' Association, Omar Halab, Chairman of the Businessmen Association in the North, and the Chamber's members of the Board: Ibrahim Fawaz, Mohamed Abdel Rahman Obeid, Majed Shammas, Ahmed Amin Al Mir.

The Director of the Chamber, Ms. Linda Sultan, welcomed in her opening speech Ambassador Arora and the distinguished multidisciplinary Indian economic delegation and called for strengthening economic ties between India and Lebanon, in particular between FIEO and CCIAT.

Chairman Dabboussi wished that the Indian economic delegation visit to Tripoli will include a field visit to major public facilities, namely the port of Tripoli, the special economic zone (SEZ), and Rashid Karame International Exhibition.

He pointed out that he had talks with Raya Al-Hassan, head of SEZ, who confirmed the readiness of the zone to accommodate various Indian industrial enterprises. He also expressed his hope that this visit would be an occasion to initiate talks between Indian and Lebanese enterprises, and thus yield to partnership



Members of CCIAT and the Indian economic delegation during a field visit to the port.

agreements with India.

«While we look forward to partnership, we find the issue not easy at all, although it is not impossible in view of the interest of the international community to establish the largest cooperative relations with Lebanon, this small country with high records of success stories,” Dabboussi said, adding that the international interest in Lebanese capabilities and the confidence of the international community were demonstrated at the CEDRE conference held last April. He further explained the role of Tripoli saying : “When we talk about Tripoli’s role in forging partnerships with the international community, especially with our friends in India, we mean by Tripoli, the large city that stretches its borders from the Batroun caza in the south to the uppermost border with Akkar caza. We see in Tripoli a large investment project with returns benefiting everybody and in all directions and levels”.

He also pointed out that Ambassador Arora «is not only an Indian value to his country, he is a source of pride for us especially that he believes in our initiative «Tripoli, the economic capital of Lebanon».

In turn, India’s Ambassador Sanjeev Arora, stressed on India’s concern to develop economic relations with Lebanon, especially with the Chamber of Tripoli and North Lebanon. «I would like to point out that we and the Indian economic delegation will undertake field visits to the port, Rashid Karame international exhibition center and the special economic zone. The delegation



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

participated in Damascus International Fair, and we consider Tripoli a real gateway and a key entry point for the reconstruction of Syria,» he said.

Ganesh Kumar Gupta, head of the delegation and president of the Federation of Indian Export Organizations, spoke of the importance of meeting with the private sector representatives in Lebanon to form a strong partnership with them so as to enhance economic cooperation between India and Lebanon, especially with Tripoli and its Chamber. He called Lebanese traders to conclude understandings with Indian producers to market their goods in Lebanon and the region in view of the «diversity and high quality of Indian products».

In conclusion, Dr. Ajay Sahi presented a documentary film about investment opportunities in India and highlighted the great economic capabilities and potentials in various fields, especially in the field of exports to global markets.

Bilateral talks and field visit

The delegation then undertook a field visit to a number of economic facilities such as the port, the special economic zone and the Rashid Karami international exhibition.

Bilateral talks were held between members of the Indian economic delegation and their Lebanese counterparts in Tripoli and the North. The meetings resulted in the signing of a large number of bilateral agreements between the two parties.





Launch of the “Global Lebanese Investors”

The business community in Lebanon and the Lebanese Diaspora throughout the world who share the same economic vision are invited to form a global network with the aim of boosting investment in Lebanon. At the head of the Global Lebanese Investors is Jacques Jean Sarraf, who co-initiated this project with Mohamed Choucair, President of the Federation of Lebanese Chambers. Mr. Sarraf was interviewed about the creation and purpose of this new project.

What motivated Jacques Jean Sarraf and Mohamed Choucair to create this Federation?

The business community and the government have generally different positions on certain policy issues. This is understandable since the public and private sectors are looking out for their own best interests. The purpose of Global Lebanese Investors is to mitigate disagreements and find common ground, so that we can work hand-in-hand towards Lebanon's economic development and progress. This effort between the private sector and public sector is one of a kind in Lebanon. Moreover, the Lebanese government has shown great interest in attracting resident Lebanese investors and those residing abroad. As a Federation, we are ready to participate, with the government, in the rebuilding of Lebanon's economy.

It is worth to note that the Lebanese Diaspora is used to a high-level of good governance and transparency whereby laws that protect their investments are respected. In Lebanon, we need to offer them the same safe environment to enhance them to invest here.

How do you approach the Lebanese Diaspora and what are the steps undertaken by the government to bring the resident Lebanese and the Diaspora closer together?

We consider the Lebanese Diaspora to be a valuable intellectual, financial, and scientific asset. We are delighted that the Lebanese government and political leaders have already initiated actions that promote cooperation between resident Lebanese and those living abroad. The government has done this by giving the Diaspora the right to recover their citizenship and participate in parliamentary elections, although we believe that real progress is yet to be made.

Moreover, our Diaspora supports these actions and believes that it is our duty, as resident Lebanese, to meet the government and the parliament halfway.

Over the years, we have witnessed the evolution of this relationship and found that H.E. Prime Minister Saad Hariri has played a constructive role with the Lebanese living in Arab and Gulf countries to encourage them to participate in the reconstruction of Lebanon.

We have also noted encouraging results following efforts made by



the Speaker of Parliament H.E. Nabih Berri with the Lebanese Diaspora in Africa and their positive impact on the Lebanese economy. Also, the “Lebanese Diaspora Energy Forum (LDE)” conference dedicated to the Lebanese Diaspora and initiated by Minister of Foreign Affairs H.E. Gebran Bassil and held in Beirut under the patronage of the H.E. Michel Aoun, President of the Republic, was a very positive step.

Together with President Mohamed Choucair, we were encouraged by all these indicators to launch Global Lebanese Investors with the aim of assembling all potential investors in Lebanon and those of

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

Lebanese origin to promote the national economy through major projects anticipated after the formation of the government and based on the results of CEDRE.

How do you define the Global Lebanese Investors? What is the main interest of this new platform and how does it work?

Global Lebanese Investors was created after months of consultations and in-depth discussions initiated by the Federation of Chambers in Lebanon to create a global network of resident Lebanese and Lebanese Diaspora. Our aim is to bring together investors who share a common economic vision, national values and concerns. Some members have already started the work of bringing together close to 100 investors living in Lebanon. The participation of each member will make it possible to set up investment funds to finance and implement major infrastructure projects in partnership with the Lebanese government on the basis of Public Private Partnership (PPPs).

This platform will provide resident Lebanese investors and the Lebanese Diaspora with a global framework and a guarantee based on a strict membership criteria. Our Federation is also concerned with implementing public projects, thus serving the national economy. It also seeks to protect investors and ensure success and continuity.

What are the membership requirements?

Anyone who is of Lebanese origin has the right to join the Federation if they fulfill the necessary requirements. This includes a

financial contribution to support the investment funds. Membership application is scrutinized by the board of directors and, if accepted, a one-year membership is renewable once the requirements are met.

We would like to be firm in the membership-selection for this global network, namely in the decision-making mechanism as we wish to have a leading role in Lebanon's national economic life and investment prospects. Additional information on the creation and status of the Federation can be obtained from the website of the Federation of Chambers in Lebanon which is available in Arabic, English, French and Spanish.

What role will investors from the Lebanese Diaspora play in the Global Lebanese Investors?

They will be real partners! We will be united by the same objectives and the sharing responsibilities and information. In accordance with the statutes of the Global Lebanese Investors, branches will be opened in any country or region as the need arises. The head of the representative office will be a vice-president – selected by the board of directors – so as to allow for flexibility and a form of autonomy.

You have been nominated to chair Global Lebanese Investors in its founding phase.

First of all, I would like to thank the Lebanese investors for conferring their confidence in this Federation. We were pleasantly surprised by their interest and support and this further proves that it is serious, transparent and modern in terms

of communication, openness and democratic process.

I would like to thank President Choucair who requested that I chair the Federation in its first stage.

Our primary concern is to examine the foundations of our global network in its founding phase, which will extend over four years. We are confident that the launch of the investment funds will bring together and encourage resident Lebanese and Lebanese Diaspora investors to invest in projects that are in partnership with the public and private sectors.

Moreover, we have begun to develop mechanisms to build a database of investment opportunities in Lebanon. Based in Beirut, the Global Lebanese Investors will have administrators available to answer questions and provide information related to investment in the country of the Cedars.

Finally, we believe that we have a great responsibility vis-a-vis future generations. And we have no right to disappoint them. We need to establish and provide a framework for the Lebanese economy and also for residents and the Diaspora alike.

Our ambition for the Global Lebanese Investors is to promote solidarity between Lebanese resident and Diaspora investors and to give the economy the impetus it needs for increased production, employment, growth and prosperity.

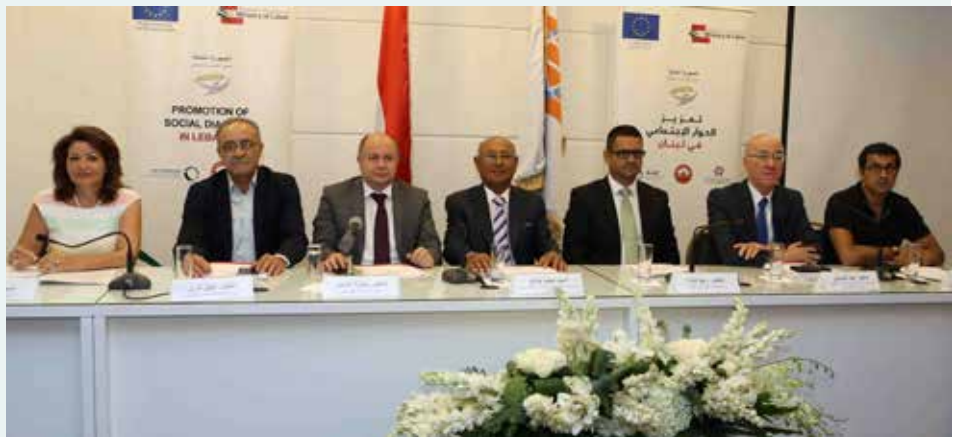


Regional Workshops to Promote Social Dialogue in Lebanon

Within the framework of the EU-funded project “Technical Assistance for the Promotion of Social Dialogue in Lebanon”, the Ministry of Labor hosted a workshop in South Lebanon highlighting its role as a key promoter of social dialogue. The event is the third in a series of regional workshops across the country aimed at raising awareness and fostering dialogue on issues related to employment promotion, vocational training, labor safety, and social security, as well as the role and services of the Ministry of Labor, related institutions, and social partners.

The workshop took place at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (CCIAS) of Saida & South Lebanon on August 14, 2018, in the presence of Dr. Rabih Kabbara representing the Minister of Labor, H.E. Mohammad Kabbara, and was attended by more than 50 representatives from the Ministry of Labor, the National Social Security Fund (NSSF), the CCIAS, the General Confederation of Lebanese Workers (CGTL), and the Association of Lebanese Industrialists (ALI).

In his welcoming speech, the Chairman of Saida & South Lebanon Chamber T, Mohamad Saleh, stressed on the importance of partnership and dialogue among the production partners so as to improve business environment in South Lebanon. “We hope this workshop would contribute to an effective and permanent dialogue between today’s participants and the Ministry of Labor as it can play a major and fundamental role in improving the current situation” he said addressing the representative of the Minister of Industry. He further added that promoting dialogue among the production partners “is of utmost importance in the current



disagreeable economic situation which has negatively influenced employment’s conditions and opportunities and halted the growth and expansion of several productive sectors”. Saleh pointed out to the support of SME’s sector as 90% of businesses fall into this category and the importance of establishing industrial cities and the adoption of appropriate strategies for promoting investment and creating new opportunities for employment in all business sectors.

Dr. Rabih Kabbara said: “The aim of social dialogue among the three production parties in the labor market is to exchange perspectives and ideas on certain topics related to the labor market in order to reach fair principles that regulate labor and workers’ issues, thus, bolstering business

competitiveness and ensuring workers’ right to decent work.”

“We have been striving to achieve the citizen’s rightful demands for a decent life, including medical insurance, decent retirement, education, and a decent job,” Kabbara continued: . “We started working on the right to benefit from medical coverage after retirement for those who were medically covered and it has already become effective” .Kabbara further explained the approach adopted to protect the interests of all social groups, including the rights of those with disabilities in accordance with Article 74 of Law 220 issued in 2000 that stipulates that all employers in the private sectors who have between 30 and 60 workers in their enterprises should hire one employee with

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

special needs.

According to Khalil Sherri, the economic crisis in Lebanon and the region has reached an acute and stifling stage, and that social dialogue is one of the best innovative solutions to deal with such crisis. In order to find solutions, the dialogue must stay open and continuous. "I'm a believer in the sustainability of work, something that is far more important than increasing wages," he said. With unemployment levels reaching 35% among Lebanese youth, immigration of qualified people, and the general lack of investment opportunities during the last three years, dialogue remains the solution to create new opportunities for employment, and not exclusively by the public sector, but something that could create a flow in lieu of the investment crisis. Sherri concluded: "The private sector is the real dynamo of the economy in Lebanon. It is the generator of the employment and investment opportunities and the factor that sustains the gross national product in lieu of the negativity shrouding the State's balance sheet, the public debt,

and the unavailability of liquidity in Lebanese banks".

Dr. Bechara Asmar, pinpointed that social dialogue is a duty in this hard economic stage. Asmar questioned the State's ability to implement the decisions of the dialogue as it is the social guarantor, the patron, and the force of execution at the same time, however, it is deficient. He also praised the industrialists, stressing that the dialogue with them is "more than useful" and have not stop at anytime. He then read one of the provisions of the memorandum that was submitted to the President of the Republic. The memorandum tackles the demand to support the Lebanese industry by lowering the cost of fuel, protecting the import of raw materials through anti-dumping policy, reformulating the agreements with the European Single Market, reformulating the agreements of Arab Facilitation - most of which proved to be unfair, and calling for a wider-spread dialogue.

"Having employers join social security is crucial. However, it should take place through a comprehensive social contract that does not discriminate people. Such a contract should reconsider the

minimum wage especially with the current hefty increase in living expenses," he concluded.

Dr. Ayyad Al-Sibai gave a presentation about social security and its role in enhancing social protection. He gave a clear picture about the current status of the National Fund of Social Security administratively, financially and organizationally, and what the Social Security Organization aspires to do to enhance social protection in Lebanon, improve and modernize the Fund and highlight the project of retirement and social protection.

Finally, Dr. Ghassan Al Awar, a medical inspector of the Ministry of Labor, explained the services of the Ministry of Labor that are related to labor inspection, prevention, and safety. In his presentation, he discussed labor inspection i.e., the procedures carried out by the inspection section in the Ministry of Labor to monitor the conditions of labor in order to ensure the implementation of the effective relevant labor legislations and to provide legal as well as health protection to workers.



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON





Franchise Awareness & Training Workshops

As the profile of franchising is high globally and in Lebanon, and as the sector is considered a 'safe investment', given its inherent support structures, there is an ongoing need to provide awareness and training workshops to business communities in different regions of Lebanon.

As such, the Lebanese Franchise Association (LFA), in collaboration with the Federation of Chambers of Commerce, Industry & Agriculture in Lebanon, and the USAID Lebanon Enterprise Development (LED) Project, organized a series of half-day training workshop titled Introduction to Franchising.

Four workshops were held in the regional Chambers of Commerce, Industry and Agriculture, as follows:

- CCIA-Tripoli and Northern Lebanon, on 26 July 2018
- CCIA-Zahle and the Bekaa, on 1 August 2018
- CCIA-Saida and Southern Lebanon, on 9 August, 2018
- CCIA-Beirut and Mount Lebanon, on 6 Sept. 2018

The workshops, in which over 125 business owners from all regions participated, were imparted by Mr. Yasser Kouatly, of Franchise Engineers, a leading consulting firm, and a member of the LFA College of Experts.

Topics covered in these sessions included, among others:

- The importance of franchising
- Franchise basics
- Franchise Pillars
- The brand
- The business model
- Franchise revenues
- When can I start franchising?
- The Franchise tool kit
- Expansion ratios for top franchises
- Challenges in Franchising

Following the workshops, each participant received a 'Certificate of Attendance'.



CCIA-T



CCIA-S



CCIA-Z



CCIA-BML

Next Steps

A more advanced 1-day training workshop titled Franchise Dynamics will be organized, in Beirut, in mid-October, to train SME owners in franchising and making them ready to adopt this business model.

Topics that will be covered under the Franchise Dynamics training will include, among others:

- Planning for franchise expansion
- The franchisor's golden objectives
- Benefits of franchising your business
- Setting your franchise revenue matrix
- Timing your franchise launch
- Understanding the franchise sales process
- Setting a franchise sales budget
- Learning about well-structured franchise agreements
- How to manage successful negotiations in franchising
- How to build a solid franchise support structure
- The franchise operations manuals
- The ten bricks of franchise success

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان

FED NEWS

FED NEWS

FED NEWS

FED NEWS

Statement of Lebanese Economic Bodies



5 September, 2018. The Lebanese Economic Bodies held a meeting at its headquarters, the Chamber of Beirut and Mount Lebanon, chaired by its Chairman Mohamed Choucair. Topics discussed tackled the general situation of the country in light of the delay in forming the government and the impact of this setback on the national economy in terms of economic, financial and social issues, as well as matters of concern to institutions and the related taxes and charges.

Discussions tackled a number of issues as follows:

First, the economic bodies apprehend the delay in the formation of the new government and believe this delay gives cause for concern. The difficult situation facing the country at various levels requires the formation of the government quickly to confront all challenges and crises.

Second, the economic bodies deem the political forces responsible for the deterioration of economic and social conditions and request that they serve the interests of the country and the people above any other political concern, and not to waste time and miss opportunities.

Third, the economic bodies believe that political confrontation between the different factions has greatly affected the country's reputation, and warns that the persistence of these practices will lead the country to an unknown fate.

Fourth, the economic bodies affirm that the Lebanese people are tired of the political forces and consider they must act honestly and fulfill their promises towards those who elected them as well as provide them with all necessary elements that ensure their psychological stability and not to live with constant dread for their future and the future of their country. The political forces are also requested to procuring all decent means of living and needed services to improve the standard of living of the Lebanese for enhancing job creation, production and creativity.

Fifth, economic organizations warn that the indicators, statistics, and reports clearly show that the economic and social difficulties have reached frightening levels, a fact which cannot be ignored.

Sixth, the economic bodies confirm that they can not in any way tolerate that political forces ignore the interests of the people and the economy. Therefore, the bodies have decided to conduct a series of consultations with the production partners, whether the General Confederation of Lebanese Workers or the Syndicate of Liberal Professions to agree on a series of steps to face the consequences of this harsh situation.

Seventh, the economic bodies consider their petition as a holler in the face of all those who neglect the economy and the people, warning to take escalation steps to stop the series of dangerous decline taking place in the country.

The Lebanese Economic Bodies decided to leave their meetings open to keep abreast of developments in order to take appropriate steps.



FED NEWS

FED NEWS

FED NEWS

FED NEWS

Meeting with the Greek Ambassador in Lebanon



7 September, 2018. The head of the Lebanese Economic Organizations, Mohamed Choucair, met at the headquarters of the Beirut and Mount Lebanon Chamber, the Greek Ambassador to Lebanon Franciscus Faros, and discussed with him means of developing economic relations between the two countries at various levels.

Choucair welcomed Ambassador Faros, praising the deep historical relations between the two countries. He noted "the common dominators between our two countries, especially the similarities in their culture and way of life," stressing the need to make efforts to "convert these positive factors into real economic partnerships".

Choucair pointed out that the trade exchange figures between the two countries are not satisfactory and hoped that both countries can identify sectors of common interest to strengthen these figures, especially with the major projects initiated by the CEDRE conference to develop the infrastructure in Lebanon as well as in the field of oil and gas. Speaking in the context of the possibilities of cooperation in many areas, Choucair drew attention to the adoption of the law of partnership between the public and private sectors which will open the way for Greek companies to invest in these projects.

Ambassador Faros noted the efforts exerted by Choucair to strengthen economic cooperation between the two countries, expressing his readiness to do whatever is necessary to help develop these relations, especially in terms of strengthening the relationship and cooperation between the private sectors in both countries.

He pointed out that a delegation of major Greek companies will undertake a visit to Lebanon in October to explore investment opportunities and the possibility of cooperation with Lebanese companies.

For his part, Choucair welcomed the visit of the delegation and stressed that he will exert every effort to make the visit successful and reach its desired results.

Meeting with the President of the Arab-Brazilian Chamber of Commerce



The head of the Lebanese Economic Bodies Mohamed Choucair received the head of the Arab Brazilian Chamber of Commerce Rubens Hannun, accompanied by the presidential Advisor for Foreign Affairs, Tamer Fawzi Mansour. The visit took place on 21 September at the Beirut & Mount Lebanon Chamber where they discussed ways to develop economic relations between Lebanon and Brazil.

Choucair stressed the importance of cooperation between the Beirut Chamber of Mount Lebanon and the Lebanese Chamber in Brazil in order to establish solid basis for strengthening relations between the Lebanese private sector and its Brazilian counterpart, adding that the large and effective presence of Lebanese

and Arab people in Brazil is an easy gateway for Lebanese businessmen to enter the Brazilian market that will open up new investment prospects and increase trade relations.

He pointed out the need to focus on several topics to overcome obstacles facing Lebanese businessmen and to facilitate the entry of Lebanese products into Brazil. In this context, he stated that "cooperation with the Lebanese Chamber of Brazil contributes largely to achieve our goals".

For his part, Hannun praised Choucair's efforts to develop economic relations with Brazil, emphasizing the need to increase the pace of cooperation with Lebanese economic bodies and Lebanese chambers that serve common goals for the development of economic relations with Brazil, noting the presence of many promising opportunities for both parties.

The meeting also tackled the issue of activating the relations between the Arab Brazilian Chamber and the Association of Mediterranean Chambers "ASCAME" in cooperation with the Lebanese Economic Organizations and its Chairman Mohamed Choucair, where it has been agreed to sign agreements between the Arab Brazilian Chamber of Commerce, and the Lebanese Chambers as well as with the Association of Mediterranean Chambers.

At the end of the meeting, Choucair presented to Hannun the Beirut and Mount Lebanon Chamber book.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

FED NEWS

FED NEWS

FED NEWS

FED NEWS

Production partners meeting to discuss the critical situation of the country in light of the delay in forming the government



12 September, 2018. At the invitation of the Chairman of the Economic Bodies, Mohamed Choucair, the production partners held a meeting at the Beirut and Mount Lebanon Chamber (CCIA-BML), during which they discussed the difficult situation experienced by the country and the implications due to the delay in forming the government on various aspects of the state, especially economic, financial, social and productive issues. The meeting also discussed the steps to be taken to halt the dangerous decline in the country

The meeting gathered the production partners (Lebanese Economic Bodies, General Confederation of Lebanese Workers-CGTL, Syndicate of Liberal Professions) and was attended by the Chairman of the Economic and Social Council, Charles Arbid, CGTL Vice-president, Hassan Faqih, CGTL Secretary General, Saad Eddin Hameydi Sakr, President of the Order of Engineers and Architect, Jad Tabet, Attorney Jamil Qambris representing President of the Beirut Bar Association, Andre Chidiac, President of the Lebanese Association of Certified Public Accountants-LACPA, Sarkis Sakr, former President of LACPA, Elie Abboud, President of Beirut Traders Association, Nicolas Chammas, Chairman of the National Council of Lebanese Economists, Salah Osseiran, President of the Association of Petroleum Importers, Maroun Chammas, President of the Lebanese Franchise Association, Yahya Kassa'a, CCIA-BML Vice-president, Nabil Fahd, Vice-president of the Association of Lebanese Industrialists, Ziad Bekdash, and CCIA-BML Director General, Rabih Sabra.

"We meet today because the delay in the formation of the government and the persistence of political forces in their political clashes at the expense of the country and its people puts the country in an unknown fate and threatens the Lebanese entity," Choucair said opening his address to the audience. He praised the production partners' efforts for fulfilling their national responsibilities by dealing with any threat facing the country.

"We are all in a single boat, and we can not remain silent about the deteriorating situation that is threatening to raze the Temple," Choucair said.

He said that "in light of this bitter reality and the petition of the economic bodies launched last week, we must proceed in a way to face this bad situation," he said, stressing that what is needed is to speed up the formation of the government, which is a cornerstone to confront all the challenges and crises.

Then, a lengthy discussion took place in which all participants presented their opinions and ideas about the country's situation and the risks facing the economic, labor and production sectors. The views were identical on the need to raise the voice and take escalation steps in order to lobby for a quick formation of the government in order to deal with the difficult situation.

At the end of the meeting, a committee was set up to determine the action to be undertaken by the production partners, as well as place and time of execution.

The committee consisted of Choucair, Arbid, Tarabey, Chammas, Kassa'a and Bekdash, the head of the General Confederation of Lebanese Workers Bishara Asmar, Faqih, Hameydi Sakr, Chidiac and Tabet.

Choucair and Chammas discussed with Minister of Finance Tax issues: consensus on postponing the fee to the taxpayers

The concerns and demands of the economic bodies were discussed during a meeting with Minister Ali Hassan Khalil as a follow-up to the meeting of production partners. The meeting tackled the tax issue that effects the various economic institutions, the liberal professions and the business sector in light of the great economic deterioration. Minister Khalil expressed his great understanding and agreed to the following:

First: Postponement to the implementation of the lump tax until 2020, as has been the practice since 2014.

Second: Postponement of the payment period of the exceptional cutback in the various tax penalties from 20/10/2018 to 31/12/2018.

Third: With regard to the exceptional tax settlements that were canceled by the Constitutional Council and which would relax the institutions and provide large sums to the treasury, Minister Khalil promised to rephrase these texts at an early date.



Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research show the following results:

- **GDP:** The economic growth rate achieved 2.5 % in 2017, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at USD 53.1 billion, compared with a growth rate of 1.9% and total output of USD 51.8 billion in 2016.
- **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 2.95 % in July 2018 compared to December 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" for the same period was 4.91 %.
- **Balance of Payments:** In July 2018, the Deficit of the balance of payments reached USD 0.76 billion compared to a deficit of USD 1.02 billion in July 2017.
- **Trade Balance:** The trade deficit amounted USD 10.14 billion till July 2018, compared to USD 9.76 billion till July 2017. Exports increased by 6.7 %, while imports increased by 4.3 %. This led to 3.9 % of increase of the trade balance deficit.
- **Public Finance:** In April 2018, public expenditures increased by 26.5 % compared to April 2017, while revenues increased by 3.5%. Hence, the budget deficit increased by 127.4 %. Primary deficit reached USD 0.37 billion in April 2018, from a surplus that reached USD 0.62 billion in April 2017. This was caused by the increase of total public revenues by 3.5%, while the debt's service rose by 5.6 % in addition to the increase of total public expenditures by 26.5 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

-0.37 \$ billion = 3.81 \$ billion – (5.72 \$ billion – 1.50 \$ billion – 0.04 \$ billion)

- **Public Debt:** Public debt increased 6.2 % over one year, from USD 76.92 billion in April 2017, to USD 81.72 billion In April 2018.

in billion US\$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	2.50%
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	50.00	50.90	51.80	53.09
		Jul.2017	Jul.2018	2014	2015	2016	2017
20.1	CPI - CAS	0.50%	2.95%	-0.71%	-3.40%	3.14%	5.01%
20.2	CPI - CRI	-0.31%	4.91%	-1.66%	1.37%	-0.50%	2.36%
21	M1	6.70	7.59	5.50	6.00	6.73	7.07
22	M2	55.11	53.55	48.67	52.15	54.66	52.46
23	M3	138.43	140.80	117.64	123.62	132.75	138.34
24	M4	145.74	148.25	124.55	130.92	139.91	145.46
26	Banks Assets	208.40	236.23	175.64	186	204.24	219.78
27	Banks Deposits - Private Sector	168.00	171.78	147.63	151.53	162.44	168.61
28	Banks Loans - Private Sector	52.27	52.16	45.36	48.04	51.02	54.16
30	Balance of Payment	-1.02	-0.76	-1.41	-3.35	1.24	-0.16
31	Current Account	-6.88	-	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4
32	Balance of Trade	-9.76	-10.14	-17.18	-15.12	-15.73	-16.74
33	Imports	11.41	11.9	20.49	18.07	18.71	19.58
34	Exports	1.65	1.76	3.31	2.95	2.98	2.84
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	20%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Apr.2017	Apr.2018	2014	2015	2016	2017
51	State Budget Deficit	-0.84	-1.91	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75
52	Budget Revenues	3.68	3.81	10.88	9.58	9.92	11.62
53	Budget Expenditures	4.52	5.72	13.95	13.53	14.86	15.37
54	Public Debt	76.92	81.72	66.57	70.31	74.86	79.5
55	Debt Service	1.42	1.50	4.19	4.46	4.76	4.98
56	Total Primary	0.62	-0.37	1.31	0.72	0.02	1.42

* Estimates ** Till September 2017

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)

M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP

M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System



المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الاختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.



CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 ext 15 | T: 01 353190 | e.mail: LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:



شرح القانون رقم ٢٧ المنشور في الجريدة الرسمية بتاريخ ٢٠١٧/٢/١٠	October 26,2018
المتعلق بإفادة المضمونين المتقاعدين من تقديرات فرع ضمان المرض والامومة في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي	October 17,2018
STRATEGIC RECRUITMENT, INTERVIEWING AND SELECTION	October 23,2018
واجبات صاحب العمل تجاه وزارة العمل	October 26,2018
HOW TO DO A BUSINESS PLAN	October 30,2018
FRAUD IN THE TRADE	November 1,2018
SURETYSHIP, INDEPENDENT LETTER OF GUARANTEE AND STAND BY LETTER OF CREDIT	November 6,7 & 8, 2018
NEGOTIATION AND COMMUNICATION SKILLS IN SALES	November 9 & 10, 2018
SALES DEVELOPMENT PROGRAM	November 13,14 & 15, 2018
HR 3D	November 15, 2018
SALES TEAM COACHING	November 28,2018
THE BASICS OF THE DOCUMENTARY CREDIT	December 4,5 &6 ,2018
HOW TO DO A MARKET PLAN	December 18 ,2018

For more information/registration:

01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: lrc @ccib.org.lb

www.lrc.org.lb



طبيعي حبّ بلدي!



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



اتحاد
غرفة التجارة والصناعة
والزراعة في لبنان



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
في طرابلس ولبنان الشمالي

غرفة تجارة وصناعة
وزراعة - زحلة
محافظته البقاع



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
في مسحيد وكنونيت



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount Lebanon

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

124th China Import and Export Fair-Canton Fair

Industry: Global
Location: China
Date: 14 October – 04 November 2018
Phone: 00862028888999
Fax: 00862028395166
Email: info@cantonfair.org.cn
Website: www.cantonfair.org.cn

Glasstec 2018

Industry: Glass
Location: Germany
Date: 23 – 26 October 2018
Email: glasstec@khoury-verlag.eu

KIEMSTA 2018

Industry: Machinery, Equipment, Science & Technology for Agriculture
Location: Korea
Date: 31 October – 03 November 2018
Phone: 0082414112132/4
Fax: 0082415554491
Email: kiemsta2018@gamil.com
Website: www.kiemsta.co.kr

BIHE / Stomatology Azerbaijan / Beauty Azerbaijan

Industry: Health Care / Security / Beauty & Esthetic Medicine
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 01 – 03 November 2018
Phone: 00994124041000
Email: office@iteca.az

ECOFIRA

Industry: Energy & Environment
Location: Spain
Venue: Feria Valencia
Date: 06 – 08 November 2018
Phone: 0034963861360
Email: ecofira@feriavalencia.com/en
Website: http://ecofira.feriavalencia.com/en/

International Specialized Exhibition of Companies Supporting Business

Industry: Legal companies, Insurance Organizations and Banks
Location: Belarus
Venue: Communal consulting unitary enterprise "Vitebsk Regional Marketing Center"
Date: 08 – 09 November 2018
Phone: 00375212426007/ 05
Email: vcm74@mail.ru www.newsvit.by
Website: www.marketvit.by

INTERSTYLE 2018 / WIND ROSE HAIR 2018

Industry: Beauty and Health
Location: Belarus
Date: 08 – 09 November 2018
Phone: 00375173060606/ 00375172033386/
00375172638492
Email: style@tc.by
Website: www.tc.by/ www.apik.by

Salon du Chocolat / 8th Beirut Cooking Festival

Industry: Chocolate / Food & Drinks
Location: Lebanon
Venue: Seaside Arena
Date: 08 – 10 November 2018
Phone: 009611480081 Ext 224
Email: participate@hospitalityservices.com.lb

Sulu Expo Asatana

Industry: Beauty
Location: Kazakhstan
Date: 08 – 10 November 2018
Phone: 0077273137628
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

Aru 2018

Industry: Jewelry
Location: Kazakhstan
Date: 08 – 11 November 2018
Phone: 0077273137628
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

Baghdad International Exhibition

Industry: Construction
Location: Iraq
Date: 10 – 19 November 2018
Website: www.expo.iq

EMPACK

Industry: Packaging
Location: Spain
Venue: IFEMA Madrid
Date: 12 – 13 November 2018
Phone: 0034915413803
Website: https://www.easyfairs.com/empack-madrid-2018/empack-madrid-2018/

Peterfood-2018

Industry: Food Products
Location: Russia
Date: 13 – 15 November 2018
Phone: 0079215803566
Email: http://peterfood.ru/en

IWATER 2018

Industry: Water
Location: Spain
Venue: Fira Barcelona
Date: 13 – 15 November 2018
Phone: 0034932332000
Email: info@firabarcelona.com
Website: http://www.iwaterbarcelona.com/

E POWER & BUILDING 2018 (Construtec, Matelec, Veteco, Archistone, Bimexpo)

Industry: Construction
Location: Spain
Venue: IFEMA Madrid
Date: 13 – 16 November 2018
Phone: 0034 91 7223000
Website: http://www.ifema.es/epower_06

Caspian Ecology

Industry: Environmental Protection
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 14 – 16 November 2018
Phone: 00994124474774
Email: office@ceo.az

Logitrans

Industry: International Transport Logistics
Location: Turkey
Date: 14 – 16 November 2018
Phone: 00902122669158
Fax: 00902122669163
Email: int@ekofuar.com.tr

Baby Expo

Industry: Baby Products
Location: Belarus
Date: 15 – 17 November 2018
Phone: 00375172372050/ 00375172933302/
00375296517051/ 00375296717134
expoby@gmail.com spinaok@tut.by
Email: www.exposystems.by
Website: www.exposystems.by

Hotelia / Philoxenia

Industry: Hotel Equipment / Tourism
Location: Greece
Date: 15 – 18 November 2018
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

SIMA OTOÑO 2018

Industry: Real Estate
Location: Spain
Venue: IFEMA Madrid
Date: 16 – 18 November 2018
Phone: 0034915774797
Website: https://simaexpo.com/

Destination Africa 2018

Industry: Fashion
Location: Egypt
Venue: Royal Maxim Palace Kempinski
Date: 17 – 19 November 2018
Phone: 009611824466
Email: beirut@ecs.gov.eg
Website: www.ecs.gov.eg

FERIARTE 2018

Art and Antiques

Location: Spain
Venue: Feria Madrid
Date: 17 – 25 November 2018
Phone: 0034 7225053
Email: feriarTE@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/feriarTE_06/

BEBÉS & MAMAS 2018

Industry: Child & Mother Products
Location: Spain
Venue: IFEMA Madrid
Date: 17 – 25 November 2018
Phone: 0034933792216
Website: http://www.bebesmamas.com

Logistical

Industry: Logistics & Transportation
Location: Algeria
Date: 20 – 23 November 2018
Phone: 0021321219914 / 002130662538088
Fax: 0021321967070 / 0021321211499
Email: d.alilouche@caci.dz / f.Malek@caci.dz
info@logistical.dz

ISGE 2018- International Sports & Game Exhibition

Industry: Sports, Fitness & Games
Location: Qatar
Date: 20 – 24 November 2018
Phone: 0097450776222
Email: fahim@futurevision.com.qa
fahim@manarevents.com.qa
Website: www.manarevents.com.qa

Fruitnet Forum South-East Europe

Industry: Fruits and vegetables
Location: Belgrade
Date: 21 – 22 November 2018
Email: events@fruitnet.com
Website: www.fruitnetforumsee.com

SITEP 2018

Industry: Public Works
Location: Algeria
Date: 21 – 25 November 2018
Website: www.safex.dz

International Coffee Day at the Land of Orogins

Industry: Coffee
Location: Ethiopia
Date: 22 – 24 November 2018
Website: https://www.ethiopianailines.com/international-coffee-event

Cairo ICT 2018

Industry: Information Technology
Location: Egypt
Venue: Egypt International Exhibition Center
Date: 25 – 28 November 2018
Phone: 009611824466
Email: info@dotgovmea.com
Website: www.dotgovmea.com

FIDAK

Industry: Economic, Cultural and Touristic
Location: Senegal
Venue: Foire Internationale de Dakar
Date: 29 November – 16 December 2018
Phone: 00221338599602/03/08
Fax: 00221338599618
Email: dmv@cicesfidak.com
Website: www.cicesfidak.com

"FoodPanorama and Oinoyeuseis 2018"

Industry: Hala Food
Location: Cyprus
Venue: Pavillion Hall Nicosia
Date: 08 – 09 December 2018
Phone: 00302310535333
Email: info@foodpanoramaexpo.com
exports@greekexports.org
Website: www.foodpanoramaexpo.com



LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com



**Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)**

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

BUSINESS OPPORTUNITIES

Kon-Turksan /Looking for importers

Activity: Trailers, Tankers and their accessories
Location: Turkey
Phone: 03322455276
Email: bilgi@konturksan.com
Website: http://www.konturksan.com/

Capital 1

Activity: Fruits & Vegetables
Location: Egypt
Phone: 0020228468267
Email: gehad@capital1.co.com
Website: www.capital1.co.com

RP Minerals

Activity: Minerals and Chemical Products
Location: Egypt
Phone: 002034599655
Fax: 00203459-9644
Email: eman.zoheir@rpm minerals.com
Website: www.RPMinerals.com

ALUSEC /Looking for importers

Activity: Aluminum
Location: Greece
Phone: 00302105595175
Fax: 00302108070256
Email: info@alusec.gr
Website: www.alusec.gr

2 WAYS IMPORT – EXPORT /Looking for importers

Activity: Food Products
Location: Greece
Phone: 00302102794082
Fax: 00302102794082
Email: rosolimou@othisi.net
Website: www.othisi.net

Water Fresh Hellas /Looking for importers

Activity: Mineral Water
Location: Greece
Phone: 00302104913132
Fax: 00302104913132
Email: info@waterfresh.gr
Website: www.waterfresh.gr

Goods Broker /Looking for importers

Activity: Food Products
Location: Greece
Email: info@goodsbroker.eu
Website: www.goodsbroker.eu

AlphaVet /Looking for importers

Activity: Veterinary Pharmaceuticals, Feed Supplements & Pet Food
Location: Hungary
Phone: 0036309013251
Email: Export.office@alpha-vet.hu
Website: www.alpha-vet.hu

Aquis Innovo /Looking for importers

Activity: ICT Services, Information Terminals, Queue Management Systems
Location: Hungary
Phone: 0036 1 436 3015
Email: export@aquis.hu
Website: www.aquis.hu

Absheron Sharab /Looking for importers

Activity: Alcoholic Drinks
Location: Azerbaijan
Phone: 00994123431800
Fax: 00994123432290
Email: info@absheron-sharab.az
Website: www.absheron-sharab.az

Agro-Azerinvest /Looking for importers

Activity: Wine
Location: Azerbaijan
Phone: 00994124655595
Email: ilham.ibrahimov@gilanagriculture.com

Monotex /Looking for importers

Activity: Textile & Fabrics
Location: Pakistan
Phone: 0092418555611
Email: seh@monotexco.com
Website: www.monotexco.com

Mart Overseas Ltd. /Looking for importers

Activity: Ready-made garments products
Location: Bangladesh
Phone: 00 880 1556 600000
Email: info@martoverseas.com
Website: www.martoverseas.com

Quest International /Looking for importers

Activity: Consolidation Services
Location: Bangladesh
Phone: 00919830167447
Website: www.thequestintl.com

Future Life Pharmaceutical Pvt. Ltd. /Looking for importers

Activity: Medicine & Pharmaceutical Products
Location: India
Phone: 00912652329977 / 2339977
Email: export.futurelifepharmaceutical@gmail.com
Website: www.futurelifepharmaceutical.com

CONFERENCES

The Mediterranean of the Future

Scope: Youth and Innovation
Date: 13 November 2018
Location: France
Venue: Villa Méditerranée Marseille
Email: mediterraneedufutur@maregionsud.fr

6th Arab Food Safety Forum

Scope: Food Safety
Date: 14 – 15 November 2018
Location: United Arab of Emirates
Email: chamber@fujcci.ae
Website: www.uac-org.org

FUTURALLIA

Scope: Artisan
Date: 14 – 16 November 2018
Location: Tunisia
Venue: Laico Hotel
Phone: 0021620344517
Email: Messaidi698@gmail.com
Website: www.futurallia2018.com

The 32nd CACCI Conference

Scope: Global Economy
Date: 23 – 24 November 2018
Location: Turkey
Venue: Ciragan Palace Kempinski
Website: http://cacci2018.org

6th OIC Halal Expo & World Halal Summit

Scope: Food & Beverages, Cosmetics & Personal Care, Medicine & Pharmaceutical Products
Date: 29 November – 02 December 2018
Location: Turkey
Phone: 00905548349853
Email: Nicole.keskek@discoverevents.com.tr

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz,
Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

ECONEWS est disponible sur: www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Private Sector
Lobbying

Training
adapted to your
needs

Networking
and Business
Opportunities

Arbitration and
Mediation for
Business Conflicts

Export Support
and Economic Info

ATA and TIR
carnets to facilitate
your trade

**Become a member
and benefit from
our services**

www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان